



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 09 du 17 avril 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 17 avril 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	421
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	421
Arrêté du 29 mars 2013 portant mandatement d'office sur le budget de la commune de GÉLAUCOURT.....	421
Arrêté du 2 avril 2013 portant modification des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain.....	421
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	422
CABINET.....	422
Bureau des polices administratives.....	422
Arrêté n° 20084017 du 20 décembre 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à l'association cultuelle « Communauté Juive de NANCY ».....	422
Arrêté n° 20120247 du 18 janvier 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à la société « Lorraine Chaudronnerie Plastique » à LUDRES.....	422
Arrêté n° 20120277 du 18 janvier 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à la gare SNCF de PAGNY-SUR-MOSELLE.....	423
Arrêté n° 20120304 du 20 décembre 2012 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité à HEILLECOURT.....	424
Arrêté n° 20130003 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans le magasin ALINEA à FLEVILLE-DEVANT-NANCY.....	424
Arrêté n° 20130004 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans le magasin LEROY MERLIN à HOUEMONT.....	425
Arrêté n° 20130008 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à la boutique/bar-tabac TOTEM à LONGUYON.....	426
Arrêté n° 20130011 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans la société SL MOTOCULTURE à ESSEY-LES-NANCY.....	426
Arrêté n° 20130015 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans la co-propriété sise 27, rue d'Auxonne à NANCY (syndic « HOMNIS GESTION SARL »).....	427
Arrêté n° 20130019 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans la boutique « ORANGE FRANCE TELECOM » à MONT-SAINT-MARTIN.....	428
Arrêté n° 20130020 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans la boutique « ORANGE FRANCE TELECOM » à LUNEVILLE.....	428
Arrêté n° 20130023 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans le magasin « HYPER PLEIN CIEL » à ESSEY-LES-NANCY.....	429
Arrêté n° 20130028 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans la société « COLLECTE VALORISATION ENERGIE DÉCHETS (COVED) » à CHAMPIGNEULLES.....	430
Arrêté n° 20130030 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans l'institut de soins « EPHELIDE », à NANCY.....	430
Arrêté n° 20130043 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à la SARL SCC VERANLOR à CHAMPIGNEULLES.....	431
Arrêté n° 20130049 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à la SARL GAIA CONCEPT LONGWY, Golf International de LONGWY.....	432
Arrêté n° 20130051 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à « GRIFFAUTO » à ESSEY-LES-NANCY.....	432
Arrêté n° 20130054 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection au magasin d'optique AFFLELOU à HOUEMONT.....	433
Arrêté n° 20130055 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection au magasin d'optique AFFLELOU à LAXOU.....	434
Arrêté n° 20130060 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans l'établissement ALLO-SERVICES à TOUL.....	434
Arrêté n° 20130061 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans l'établissement « LAVOMATIQUE » à TOUL.....	435
Arrêté n° 20130063 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans le magasin d'optique KRY'S PULS OPTIQUE à PULNOY.....	436
Arrêté n° 20130073 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans le magasin « THE KOOPLES DIFFUSION » à NANCY.....	436
Arrêté n° 20130074 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à la SAS BOUTELLIER à NANCY.....	437
Arrêté n° 20130075 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'EURL JMSMC « Au P'tit Bazar » à THIAUCOURT-REGNIEVILLE.....	438
Arrêté n° 20130100 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection au Musée Aquarium de NANCY.....	438
Arrêté modificatif du 8 avril 2013 portant habilitation des journaux autorisés à publier les annonces judiciaires et légales et fixant les tarifs d'insertion.....	439
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	440
Bureau des procédures environnementales.....	440
Arrêté du 8 mars 2013 déclarant cessible la parcelle nécessaire à la réalisation du projet de construction d'un parking et d'un espace de services à CERVILLE.....	440
Arrêté du 11 avril 2013 donnant acte à la société des Hauts Fourneaux de MAXÉVILLE de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de BOUDONVILLE (Meurthe-et-Moselle) et prescrivant des mesures complémentaires.....	440
Arrêté N° 54-2012-00129 du 11 avril 2013 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant l'autorisation d'exploiter le plan d'eau communal à EMBERMENIL - Commune de EMBERMENIL.....	442
Arrêté 54-2013-0048 du 15 avril 2013 portant régularisation avec antériorité des ouvrages hydrauliques souterrains de la rivière CHIERS, au bénéfice de la commune de LONGWY.....	445
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS.....	447
Bureau de l'interministérielle.....	447
Extrait de décision du 11 avril 2013 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle.....	447
SERVICES DECONCENTRÉS DE L'ÉTAT.....	447
DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	447
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	447
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-016 en date du 4 avril 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation des écrans de protection phonique le long de l'autoroute A31 à VELAIN-EN-HAYE, sens Nancy – Toul, entre les PR 241+015 et 241+479.....	447
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-019 en date du 5 avril 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en place d'un portique de Contrôle Automatisé Fixe (CAF) Écotaxe sur l'autoroute A31 au PR 243+420.....	449
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-020 en date du 8 avril 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'installation d'une « base vie » au niveau de l'échangeur n° 12 de l'autoroute A31, dans le cadre des travaux de rechargement en enrobés entre les PR 255+400 et 257+400.....	451
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-022 en date du 10 avril 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de finition des protections acoustiques à VILLERS-LA-MONTAGNE, le long de la RN52, entre les PR 7+810 et 11+250.....	452
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-023 en date du 10 avril 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de joint sur RN4 au PR 34+300.....	454
AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DE LORRAINE.....	455
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	455
Cellule personnes âgées.....	455
Arrêté 2013 ARS/DT54/PA N° 0190 - DISAS/Direction PA/PH N° 090 constatant la caducité de l'autorisation de création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à HOMÉCOURT (Meurthe-et-Moselle) accordée à l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées (AMAPA).....	455
Arrêté 2013 ARS/DT54/PA N° 0191 - DISAS/Direction PA/PH N° 91 du 2 avril 2013 constatant la caducité de l'autorisation de création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à HUSSIGNY-GODBRANGE (Meurthe-et-Moselle) accordée à l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées (AMAPA).....	457
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	458
Service produits de santé et biologie.....	458
Arrêté ARS n° 2013-0208 du 8 mars 2013 portant autorisation d'assurer la sous-traitance de la préparation des chimiothérapies anti-cancéreuses et la reconstitution des spécialités pour chimiothérapies anti-cancéreuses par la pharmacie à usage intérieur des hôpitaux de Brabois à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY-CHU de Nancy pour le compte de l'HADAN – VANDOEUVRE-LÈS-NANCY.....	458

Décision ARS n° 2013-0111 du 25 mars 2013 autorisant Mme Laure MALLET-MISIAK à créer et à exploiter un site de commerce électronique de médicaments.....	458
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	459
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	459
Décision du 25 janvier 2013 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne - Association Cabinet D-C.I.S.I.F.E à LAXOU.....	459
Décision du 25 janvier 2013 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne - Monsieur DELOCHE Ludovic, auto-entrepreneur, à BAGNEUX.....	460
Décision d'agrément du 12 avril 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association LE MOULE A GAUFRES à PONT-SAINT-VINCENT.....	460
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	460
Décision du 1er mars 2013 de subdélégations en matière domaniale.....	460
Arrêté du 1er mars 2013 portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation.....	461
Arrêté du 1er mars 2013 portant délégation de signature en matière de gestion et d'évaluations domaniales.....	461
Décision du 1er mars 2013 de subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire.....	462
Décision du 1er mars 2013 de délégations spéciales de signature pour le pôle pilotage ressources.....	462
Décision du 1er mars 2013 de délégations spéciales de signature pour le pôle gestion fiscale.....	463
Décision du 1er mars 2013 de délégations spéciales de signature pour le pôle gestion publique.....	464
Arrêté du 1er mars 2013 portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation.....	465
Arrêté du 9 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	465
Arrêté du 9 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	465
Arrêté du 9 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	466
Arrêté du 9 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	466
Arrêté du 12 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	466
Arrêté du 12 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	467
Arrêté du 12 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	467
Arrêté du 12 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	468
Arrêté du 12 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	468
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	468
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	468
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 046 du 2 avril 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à COINCOURT et BEZANGE-LA-PETITE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3454.....	468
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/125 du 26 mars 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de BOISMONT.....	469
Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2013/N° 140 du 22 mars 2013 portant rectification du périmètre de remembrement de la propriété foncière de GELACOURT.....	469
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/151 du 28 mars 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de MANONVILLER.....	470
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/158 du 28 mars 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de VANDELEVILLE.....	470
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Aménagement foncier/N° 163 du 4 avril 2013 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de GELACOURT.....	471
Arrêté 2013/DDT54/AFC/168 du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle.....	472
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	474
Arrêté du 26 mars 2013 portant approbation de la modification du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) du secteur de JARNY sur les communes de CONFLANS-EN-JARNISY, GIRAUMONT, HATRIZE, JARNY et LABRY.....	474
Arrêté du 26 mars 2013 portant approbation de la modification du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) sur les communes de HUSSIGNY-GODBRANGE et THIL.....	474
Arrêté du 26 mars 2013 prescrivant l'opposabilité immédiate de la révision du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) du secteur de TRIEUX sur le territoire de la commune de SANCY.....	475
Arrêté du 26 mars 2013 portant approbation de la modification du plan de prévention des risques miniers (PPRM) de la commune de VILLERUPT.....	475
HABITAT ET CONSTRUCTIONS DURABLES.....	476
Arrêté n° 2013/DDT/HCD/04 du 15 avril 2013 portant renouvellement de la Commission locale d'amélioration de l'habitat de Meurthe-et-Moselle (hors délégataires).....	476
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	477
JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT.....	477
Arrêté n° 11/DDCS en date du 5 avril 2013 portant agrément des associations jeunesse et éducation populaire.....	477
AUTRES SERVICES.....	477
RESEAU FERRE DE FRANCE.....	477
Décision du 26 mars 2013 prononçant le déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain sis à CHALIGNY (Meurthe-et-Moselle).....	477
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	478
DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES.....	478
Délégation de signature 2013-04-02 du 2 avril 2013.....	478
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	478
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	478
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	478
Avis d'appel à projets médico-sociaux en date du 16 avril 2013 pour la création de nouvelles places de CADA.....	478

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE TOUL****Arrêté du 29 mars 2013 portant mandatement d'office sur le budget de la commune de GÉLAUCOURT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 modifiée relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le jugement du conseil de Prud'hommes de Nancy du 24 novembre 2010 condamnant la commune de Gélaucourt à verser à monsieur Christophe PIZZO la somme de 9 248,05 € au titre d'indemnité pour rupture anticipée d'un contrat de travail à durée déterminée ;

VU l'arrêt du 30 septembre 2011 la cour d'appel de Nancy confirmant ce jugement et condamnant la commune de Gélaucourt à verser à M. Christophe PIZZO la somme de 200 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile ;

VU le jugement du 13 juin 2012 du tribunal de grande instance de Nancy, par lequel le juge de l'exécution a autorisé la commune de Gélaucourt à s'acquitter de sa dette à l'égard de monsieur Christophe PIZZO, augmentée des intérêts légaux, seulement en janvier 2013 ;

VU la lettre de monsieur Christophe PIZZO du 26 février 2013 demandant au préfet de Meurthe-et-Moselle de mettre en œuvre une procédure de mandatement d'office à l'encontre de la commune de Gélaucourt pour obtenir l'exécution du jugement du tribunal de grande instance de Nancy du 13 juin 2012 ;

CONSIDÉRANT le non-paiement de cette dépense par la commune de Gélaucourt, à ce jour ;

CONSIDÉRANT que les crédits disponibles au chapitre 011 « charges à caractère général » du budget de la collectivité sont suffisants ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Une somme de 9 448,05 € (neuf mille quatre cent quarante huit euros cinq centimes), augmentée des intérêts légaux, sera prélevée sur le budget 2013 de la commune de Gélaucourt au profit de Monsieur Christophe PIZZO, en vue d'assurer l'exécution du jugement du tribunal de Grande Instance de Nancy du 13 juin 2012. Cette somme sera imputée au chapitre 011 – compte 6227 « frais d'actes et de contentieux ».

Article 2 : Le présent arrêté vaut mandatement d'office à l'encontre de la commune de Gélaucourt en application de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 modifiée relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de Gélaucourt ainsi qu'à la trésorière de Colombey-les-Belles et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 mars 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 2 avril 2013 portant modification des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.60 du 21 février 2013 donnant délégation de signature à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 autorisant la création de la communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2011 portant changement de dénomination de la communauté de communes en « communauté de communes du Chardon Lorrain » ;

VU la délibération du conseil de la communauté de communes du Chardon Lorrain du 18 décembre 2012 décidant de modifier ses statuts ;

VU la lettre de notification de cette délibération aux collectivités concernées en date du 19 décembre 2012 ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

Arnaville (26 février 2013), Bernécourt (25 janvier 2013), Bouillonville (8 mars 2013), Chambley-Bussières (26 février 2013), Charey (4 mars 2013), Dampvitoux (8 mars 2013), Dommartin-la-Chaussée (22 février 2013), Essey-et-Maizerais (11 janvier 2013), Euvezin (14 janvier 2013), Flirey (17 janvier 2013), Hagéville (21 janvier 2013), Jaulny (27 décembre 2012), Lironville (8 janvier 2013), Mandres-aux-Quatre-Tours (8 janvier 2013), Mars-la-Tour (8 mars 2013), Onville (21 janvier 2013), Pannes (15 mars 2013), Prény (11 janvier 2013), Puxieux (11 janvier 2013), Saint-Baussant (14 janvier 2013), Saint-Julien-les-Gorze (23 janvier 2013), Thiaucourt-Regniéville (12 février 2013), Tronville (25 janvier 2013), Vandelainville (21 décembre 2012), Vilcey-sur-Trey (11 janvier 2013), Waville (10 janvier 2013) et Xammes (28 janvier 2013) ;

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois, des collectivités suivantes :

Bayonville-sur-mad, Beaumont, Fey-en-haye, Hannonville-Suzémont, Limey-Remenauville, Mamey, Rembercourt-sur-Mad, Seicheprey, Sponville, Viéville-en-Haye, Villecey-sur-Mad et Xonville vaut avis favorable ;

CONSIDÉRANT qu'au terme de la consultation, effectuée en application des articles L. 5211-17 et L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain est complété comme suit :

3 – Autres compétences facultatives

« Par dérogation à l'article L. 5214-27 du CGCT, la communauté de communes pourra adhérer à un syndicat mixte par simple délibération du conseil communautaire ».

Article 2 : Les nouveaux statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain sont approuvés.

Un exemplaire de ces statuts restera annexé au présent arrêté.

Article 3 : Le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du Chardon Lorrain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 2 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Eric MEYNARD

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Bureau des polices administratives

Arrêté n° 20084017 du 20 décembre 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à l'association culturelle « Communauté Juive de NANCY »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2005, modifié le 22 décembre 2009, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification de ce système de vidéoprotection autorisé situé 17-19 boulevard Joffre, 54000 NANCY, présentée par le responsable sécurité pour l'association culturelle « Communauté Juive de NANCY » ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 décembre 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - L'association culturelle « Communauté Juive de NANCY » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084017.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 28 octobre 2005, modifié susvisé.

Article 2 - Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Raphaël KAHN, responsable sécurité.

Article 3 - Les modifications portent sur le nombre de caméras, qui passe de 7 à 9 caméras.

Article 4 - Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 - Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 - La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Raphaël KAHN, responsable sécurité pour l'association culturelle « Communauté Juive de NANCY » ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 20 décembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120247 du 18 janvier 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à la société « Lorraine Chaudronnerie Plastique » à LUDRES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par Monsieur Michel HENRION, gérant de « Lorraine Chaudronnerie Plastique » et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 25 octobre 2012 ;
VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 18 décembre 2012 ;
CONSIDERANT qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que des vols ont été constatés dans tel lieu, ce qui permet d'estimer que ce lieu est particulièrement exposé à des risques de vol ;
CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - Monsieur Michel HENRION, gérant de « Lorraine Chaudronnerie Plastique », 410 rue Henri MOISSAN, 54710 LUDRES, est autorisé dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 2 caméras intérieures et 2 caméras extérieures de vidéoprotection à la société « Lorraine Chaudronnerie Plastique », conformément au dossier présenté.

Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- prévention des atteintes aux biens
- cambriolages (dissuasion)

Article 2 - Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 02 jours.

Article 4 – Monsieur Michel HENRION, gérant de « Lorraine Chaudronnerie Plastique », responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 – Les fonctionnaires des services (à déterminer parmi les services de police, de gendarmerie, de douanes et/ou d'incendie et de secours) dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 02 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur est adressé, ainsi qu'à Monsieur Michel HENRION, gérant de « Lorraine Chaudronnerie Plastique » et à Monsieur le Maire de LUDRES.

Nancy, le 18 janvier 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120277 du 18 janvier 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à la gare SNCF de PAGNY-SUR-MOSELLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par Monsieur Henri SIMON, Directeur des gares à la SNCF Région Lorraine, Etablissement Voyageurs Lorraine, 28 Quai Claude le Lorrain, 54000 NANCY et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 26 novembre 2012 ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 18 décembre 2012 ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - Monsieur Henri SIMON, Directeur des gares à la SNCF Région Lorraine, Etablissement Voyageurs Lorraine est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 2 caméras intérieures et 2 caméras extérieures de vidéoprotection à la gare SNCF de PAGNY SUR MOSELLE, rue Théophile Brichon, 54530 PAGNY SUR MOSELLE, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 4 jours.

Article 4 – Monsieur Henri SIMON, Directeur des gares à la SNCF Région Lorraine, Etablissement Voyageurs Lorraine, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 – Les fonctionnaires des services de gendarmerie, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 4 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur est adressé, ainsi qu'à Monsieur Henri SIMON, Directeur des gares à la SNCF Région Lorraine, Etablissement Voyageurs Lorraine et à Monsieur le Maire de PAGNY SUR MOSELLE.

Nancy, le 18 janvier 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120304 du 20 décembre 2012 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité à HEILLECOURT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection du maire de la commune d'HEILLECOURT à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :
- Parc de l'EMBANIE au centre de la commune,
- Jardin Central entre l'église et la salle communale de La Fontaine ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 18 décembre 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet :

ARRETE

Article 1er - La commune de HEILLECOURT est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120304.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Didier SARTELET, Maire.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Maire d'HEILLECOURT.

Nancy, le 20 décembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130003 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans le magasin ALINEA à FLEVILLE-DEVANT-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Cédric LABANETTE, Directeur du magasin ALINEA ;
VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;
CONSIDERANT qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que des incivilités ont été constatées au sein du magasin ALINEA, ce qui permet d'estimer que ce lieu est particulièrement exposé à des risques d'agression ;
CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - M. Cédric LABANETTE, Directeur du magasin ALINEA est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 2 caméras intérieures de vidéoprotection dans le magasin ALINEA situé 2 rue Jacqueline AURIOL, 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- lutte contre la démarque inconnue

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – M. Cédric LABANETTE, Directeur du magasin ALINEA, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de police dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Cédric LABANETTE, Directeur du magasin ALINEA, et dont une copie sera transmise au Maire de FLEVILLE DEVANT NANCY.

Nancy, le 2 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130004 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans le magasin LEROY MERLIN à HOUEMONT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Vincent CUCHERAT, directeur du magasin LEROY MERLIN ;
VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;
CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - M. Vincent CUCHERAT, directeur du magasin LEROY MERLIN est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 7 caméras intérieures et 8 caméras extérieures de vidéoprotection dans le magasin LEROY MERLIN, situé ZAC de FROUCOURT, 54180 HOUEMONT, conformément au dossier présenté.

Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens
- lutte contre la démarque inconnue

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – M. Vincent CUCHERAT, directeur du magasin LEROY MERLIN, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Vincent CUCHERAT, directeur du magasin LEROY MERLIN, et dont une copie sera transmise au Maire de HOUEMONT.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130008 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à la boutique/bar-tabac TOTEM à LONGUYON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par Mme Aurélie LOBO MARTINS, gérante de la boutique/Bar-tabac TOTEM ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - Mme Aurélie LOBO MARTINS, gérante de la boutique/bar-tabac TOTEM est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 4 caméras intérieures et 2 caméras extérieures de vidéoprotection dans son établissement situé 44 rue de Deauville, 54260 LONGUYON, conformément au dossier présenté.

Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens
- lutte contre la démarque inconnue

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Mme Aurélie LOBO MARTINS, gérante de la boutique/bar-tabac TOTEM, responsable de la mise en oeuvre du système, doit se porter garante des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de gendarmerie, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Aurélie LOBO MARTINS, gérante de la boutique/ bar-tabac TOTEM, et dont une copie sera transmise au Maire de LONGUYON ainsi qu'à Madame la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 2 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130011 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans la société SL MOTOCULTURE à ESSEY-LES-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par Mme Francine REYDON, gérante de la société SL MOTO CULTURE ;
VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;
CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - Mme Francine REYDON, gérante de la société SL MOTO CULTURE est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 4 caméras intérieures et 1 caméra extérieure de vidéoprotection dans la société SL MOTO CULTURE située 3 rue des MAILLYS, La Porte Verte, 54270 ESSEY LES NANCY, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Mme Francine REYDON, gérante de la société SL MOTO CULTURE, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garante des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Francine REYDON, gérante de la société SL MOTO CULTURE, et dont une copie sera transmise au Maire d'ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130015 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans la co-propriété sise 27, rue d'Auxonne à NANCY (syndic « HOMNIS GESTION SARL »)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par Mme Isabelle PAINE, représentant le syndic « HOMNIS GESTION SARL » ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que des vols et des actes de vandalisme ont été constatés dans l'entrée de la copropriété située 27 rue d'AUXONNE à NANCY (54000), ce qui permet d'estimer que ce lieu est particulièrement exposé à des risques de vol ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - Le syndic « HOMNIS GESTION SARL » est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 2 caméras intérieures de vidéoprotection dans la co-propriété sise 27, rue d'AUXONNE à NANCY (54000), conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours .

Article 4 – Mme Isabelle PAINE, représentant le syndic « HOMNIS GESTION SARL » , responsable de la mise en oeuvre du système, doit se porter garante des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Isabelle PAINE, représentant le syndic « HOMNIS GESTION SARL », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130019 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans la boutique « ORANGE FRANCE TELECOM » à MONT-SAINT-MARTIN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Hubert CARLEN, responsable sécurité pour la société Orange ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que des vols et agressions ont été constatés dans les boutiques Orange, ce qui permet d'estimer que ce lieu est particulièrement exposé à des risques d'agression ou de vol ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - La société Orange est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 4 caméras intérieures de vidéoprotection dans la boutique « Orange France Telecom » située 1 boulevard de l'Europe, 54350 MONT-SAINT-MARTIN, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – M. Hubert CARLEN, responsable sécurité pour la société Orange, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Hubert CARLEN, responsable sécurité pour la société Orange, et dont une copie sera transmise au Maire de MONT-SAINT-MARTIN ainsi qu'à Madame la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130020 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans la boutique « ORANGE FRANCE TELECOM » à LUNEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Hubert CARLEN, responsable sécurité pour la société Orange ;
VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;
CONSIDERANT qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que des vols et agressions ont été constatés dans les boutiques Orange, ce qui permet d'estimer que ce lieu est particulièrement exposé à des risques d'agression ou de vol ;
CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - La société Orange est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 5 caméras intérieures de vidéoprotection dans la boutique « Orange France Telecom » située 15 rue SADI CARNOT, 54300 LUNEVILLE, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens

Article 2 - Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 - Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 - M. Hubert CARLEN, responsable sécurité pour la société Orange, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 - Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 - Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 - La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 - Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 - La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Hubert CARLEN, responsable sécurité pour la société Orange, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130023 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans le magasin « HYPER PLEIN CIEL » à ESSEY-LES-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Jean COICAUD, propriétaire de « BUREAUTIQUE 54 SARL, magasin Hyper Plein Ciel » ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - M. Jean COICAUD est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 7 caméras intérieures et 6 caméras extérieures de vidéoprotection dans le magasin « HYPER PLEIN CIEL », situé 3, Avenue du Grémillon 54270 ESSEY LES NANCY, conformément au dossier présenté.

Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens
- lutte contre la démarque inconnue

Article 2 - Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 - Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 - M. Jean COICAUD, propriétaire de « BUREAUTIQUE 54 SARL, magasin Hyper Plein Ciel », responsable de la mise en oeuvre du système, doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de police dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean COICAUD, propriétaire de « BUREAUTIQUE 54 SARL, magasin Hyper Plein Ciel », et dont une copie sera transmise au Maire d'ESSEY LES NANCY.
Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130028 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans la société « COLLECTE VALORISATION ENERGIE DÉCHETS (COVED) » à CHAMPIGNEULLES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. François POULIQUEN, Chef de Centre de la société « Collecte Valorisation Energie Déchets (COVED) » ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que des vols de gasoil et autres dégradations ont été constatés sur le site situé 1, rue André Ampère à CHAMPIGNEULLES (54250), ce qui permet d'estimer que ce lieu est particulièrement exposé à des risques de vol ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - La société « Collecte Valorisation Energie Déchets (COVED) » est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 4 caméras extérieures de vidéoprotection au sein de l'établissement sis 1, rue André AMPERE, 54250 CHAMPIGNEULLES, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit la finalité suivante :

- prévention des atteintes aux biens

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;

- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – M. François POULIQUEN, Chef de Centre de la société « Collecte Valorisation Energie Déchets (COVED) », responsable de la mise en oeuvre du système, doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de gendarmerie, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. François POULIQUEN, Chef de Centre de la société « Collecte Valorisation Energie Déchets (COVED) », et dont une copie sera transmise au Maire de CHAMPIGNEULLES.

Nancy, le 2 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130030 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans l'institut de soins « EPHELIDE », à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par Mme Anaïs TARDY, gérante de l'institut de soins « EPHELIDE » ;
VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;
CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - Mme Anaïs TARDY, gérante de l'institut de soins « EPHELIDE » est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 1 caméra intérieure de vidéoprotection dans l'institut de soins « EPHELIDE », situé 55 ter rue Stanislas, 54000 NANCY, conformément au dossier présenté.

Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens
- lutte contre la démarque inconnue

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours

Article 4 – Mme Anaïs TARDY, gérante de l'institut de soins « EPHELIDE », responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garante des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services (à déterminer parmi les services de police, de gendarmerie, de douanes et/ou d'incendie et de secours) dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Anaïs TARDY, gérante de l'institut de soins « EPHELIDE », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130043 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à la SARL SCC VERANLOR à CHAMPIGNEULLES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Marcel BLANRUE, gérant de la SARL SCC VERANLOR ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - M. Marcel BLANRUE, gérant de la SARL SCC VERANLOR, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 4 caméras intérieures de vidéoprotection au sein de son établissement situé RN4, « Les Nouvelles Baraques », 54250 CHAMPIGNEULLES, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- protection Incendie/Accidents
- prévention des atteintes aux biens

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – M. Marcel BLANRUE, gérant de la SARL SCC VERANLOR, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de police, de gendarmerie, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Marcel BLANRUE, gérant de la SARL SCC VERANLOR, et dont une copie sera transmise au Maire de CHAMPIGNEULLES.
Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130049 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à la SARL GAIA CONCEPT LONGWY, Golf International de LONGWY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Yann CHAMPION, Directeur de la SARL GAIA CONCEPT LONGWY, Golf International de Longwy ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - M. Yann CHAMPION, Directeur de la SARL GAIA CONCEPT LONGWY, Golf International de LONGWY est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 1 caméra de vidéoprotection au Golf International de LONGWY, conformément au dossier présenté.

Ce dispositif poursuit la finalité suivante :

prévention des atteintes aux biens

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;

- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – M. Yann CHAMPION, Directeur de la SARL GAIA CONCEPT LONGWY, Golf International de LONGWY, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 6 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 7 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Yann CHAMPION, Directeur de la SARL GAIA CONCEPT LONGWY, et dont une copie sera transmise au Maire de LONGWY ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130051 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à « GRIFFAUTO » à ESSEY-LES-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Vivien LAUGRAND, gérant de « GRIFFAUTO » ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - M. Vivien LAUGRAND, gérant de « GRIFFAUTO » est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de

cinq ans renouvelable, à installer 3 caméras intérieures et 1 caméra extérieure de vidéoprotection au sein de son établissement situé 89, avenue FOCH, 54270 ESSEY LES NANCY, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- protection Incendie/Accidents
- prévention des atteintes aux biens

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – M. Vivien LAUGRAND, gérant de « GRIFFAUTO », responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 – Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Vivien LAUGRAND, gérant de « GRIFFAUTO », et dont une copie sera transmise au Maire d'ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130054 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection au magasin d'optique AFFLELOU à HOUEMONT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Sébastien JANNOT, gérant du magasin d'optique AFFLELOU ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - M. Sébastien JANNOT, gérant du magasin d'optique AFFLELOU est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 4 caméras intérieures de vidéoprotection dans le magasin situé Route Nationale 57, 54180 HOUEMONT, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens
- lutte contre la démarque inconnue

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – M. Sébastien JANNOT, gérant du magasin d'optique AFFLELOU, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 – Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Sébastien JANNOT, gérant du magasin d'optique AFFLELOU, et dont une copie sera transmise au Maire d'HOUEMONT.

Nancy, le 2 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130055 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection au magasin d'optique AFFLELOU à LAXOU

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Sébastien JANNOT, gérant du magasin d'optique AFFLELOU situé 20 rue de la SAPINIÈRE, 54520 LAXOU ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDÉRANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

AR R E T E

Article 1er - M. Sébastien JANNOT, gérant du magasin d'optique AFFLELOU est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 4 caméras intérieures de vidéoprotection dans le magasin situé 20 rue de la SAPINIÈRE, 54520 LAXOU, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens
- lutte contre la démarque inconnue

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – M. Sébastien JANNOT, gérant du magasin d'optique AFFLELOU, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 - Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Sébastien JANNOT, gérant du magasin d'optique AFFLELOU, et dont une copie sera transmise au Maire de LAXOU.

Nancy, le 2 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130060 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans l'établissement ALLO-SERVICES à TOUL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Brahim OULHAJ, gérant de ALLO-SERVICES ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDÉRANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

AR R E T E

Article 1er - M. Brahim OULHAJ, gérant de ALLO-SERVICES, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 2 caméras intérieures de vidéoprotection dans l'établissement ALLO-SERVICES, situé 328 avenue des Leuques, Bâtiment Fromental Halevy, 54200 TOUL, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens
- lutte contre la démarque inconnue

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 4 – M. Brahim OULHAJ, gérant de ALLO-SERVICES, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 – Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Brahim OULHAJ, gérant de ALLO-SERVICES, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 2 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130061 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans l'établissement « LAVOMATIQUE » à TOUL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Daniel SCHWARTZ, gérant de « LAVOMATIQUE » ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que des vols ont été constatés dans son établissement « LAVOMATIQUE », ce qui permet d'estimer que ce lieu est particulièrement exposé à des risques de vol ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - M. Daniel SCHWARTZ, gérant de « LAVOMATIQUE » est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 3 caméras intérieures de vidéoprotection au sein de son établissement « LAVOMATIQUE » situé 9 rue Benoît PICARD, 54200 TOUL, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit la finalité suivante(s) :

- prévention des atteintes aux biens

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;

- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – M. Daniel SCHWARTZ, gérant de « LAVOMATIQUE », responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 – Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Daniel SCHWARTZ, gérant de « LAVOMATIQUE », et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130063 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans le magasin d'optique KRY'S PULS OPTIQUE à PULNOY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par Mme Céline HENRY, gérante du magasin d'optique KRY'S PULS OPTIQUE, situé 8 rue du HAUT CHÊNE, 54425 PULNOY ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - Mme Céline HENRY, gérante du magasin d'optique KRY'S PULS OPTIQUE est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 4 caméras de vidéoprotection dans le magasin situé 8 rue du HAUT CHÊNE, 54425 PULNOY, conformément au dossier présenté.

Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens
- lutte contre la démarque inconnue

Article 2 - Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 - Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 - Mme Céline HENRY, gérante du magasin d'optique KRY'S PULS OPTIQUE, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garante des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 - Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 - Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 - La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 - Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 - La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Céline HENRY, gérante du magasin d'optique KRY'S PULS OPTIQUE, et dont une copie sera transmise au Maire de PULNOY.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130073 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection dans le magasin « THE KOOPLES DIFFUSION » à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Olivier MENU, responsable technique pour la société « THE KOOPLES DIFFUSION » ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - La société « THE KOOPLES DIFFUSION » est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 2 caméras intérieures de vidéoprotection dans son magasin situé 19 rue GAMBETTA, 54000 NANCY, conformément au dossier présenté.

Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens
- lutte contre la démarque inconnue

Article 2 - Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – M. Olivier MENU, responsable technique pour la société « THE KOOPLES DIFFUSION », responsable de la mise en oeuvre du système, doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 – Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Olivier MENU, responsable technique pour la société « THE KOOPLES DIFFUSION », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130074 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à la SAS BOUTELLIER à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. BOUTELLIER Jérôme, gérant de la SAS BOUTELLIER ;

VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - M. BOUTELLIER Jérôme, gérant de la SAS BOUTELLIER, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 1 caméra intérieure de vidéoprotection au sein de la SAS BOUTELLIER, 11 place Henry MENGIN, 54000 NANCY, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- prévention des atteintes aux biens
- lutte contre la démarque inconnue

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – M. BOUTELLIER Jérôme, gérant de la SAS BOUTELLIER, responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 – Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 – La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. BOUTELLIER Jérôme, gérant de la SAS BOUTELLIER, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130075 du 4 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'EURL JMSMC « Au P'tit Bazar » à THIAUCOURT-REGNIEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par Mme Tiphaine HUBERT, gérante de l'EURL JMSMC, « Au P'tit Bazar » ;
VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;
CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques évoqués par le demandeur ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - Mme Tiphaine HUBERT, gérante de l'EURL JMSMC « Au P'tit Bazar », est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 4 caméras intérieures de vidéoprotection dans son établissement situé rue des promenades, 54470 THIAUCOURT-REGNIEVILLE, conformément au dossier présenté.

Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- sécurité des personnes
- lutte contre la démarque inconnue

Article 2 - Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 - Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 4 - Mme Tiphaine HUBERT, gérante de l'EURL JMSMC, « Au P'tit Bazar », responsable de la mise en oeuvre du système doit se porter garante des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de gendarmerie, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 - Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 - Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 - La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 - Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 - La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Tiphaine HUBERT, gérante de l'EURL JMSMC, « Au P'tit Bazar », et dont une copie sera transmise au Maire de THIAUCOURT REGNIEVILLE ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20130100 du 2 avril 2013 portant autorisation d'un système de vidéoprotection au Musée Aquarium de NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Jean-Pierre DESSEIN, Vice-Président délégué au Patrimoine de la Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN) ;
VU l'avis de la commission départementale de la vidéoprotection du 25 mars 2013 ;
CONSIDERANT qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que des vols et des dégradations ont été constatés au Musée Aquarium de NANCY, ce qui permet d'estimer que ce lieu est particulièrement exposé ;
CONSIDERANT le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er - La Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN) est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 9 caméras intérieures et 3 caméras extérieures de vidéoprotection au Musée Aquarium de NANCY, conformément au dossier présenté. Ce dispositif poursuit les finalités suivantes :

- prévention des atteintes aux biens
- protection des bâtiments publics

Article 2 - Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées de la directrice de l'établissement auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 - Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 - Le directeur adjoint du Musée Aquarium de NANCY, responsable de la mise en oeuvre du système, doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 5 - Les fonctionnaires des services de police, dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

Article 6 - Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 7 - Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 - La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 - Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 10 - La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Pierre DESSEIN, Vice-Président délégué au Patrimoine de la Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN), et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 2 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous souhaitez contester les présentes décisions administratives, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de leur notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.

- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé au Président du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – C.O. N° 20038 - 54036 NANCY CEDEX.

NB : Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Arrêté modificatif du 8 avril 2013 portant habilitation des journaux autorisés à publier les annonces judiciaires et légales et fixant les tarifs d'insertion

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 modifiée concernant les annonces judiciaires et légales ;

VU le décret n° 55-1650 du 17 décembre 1955 modifié relatif aux annonces judiciaires et légales ;

VU le décret du 22 juillet 2011 portant nomination du préfet de Meurthe-et-Moselle – M. Raphaël BARTOLT ;

VU l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2012 portant composition de la commission consultative chargée, pour 2013, d'établir la liste des journaux habilités à publier les annonces judiciaires et légales et de fixer les tarifs d'insertion ;

VU les demandes présentées par les journaux ;

VU l'avis de la commission consultative départementale en date du 7 décembre 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2013 portant habilitation des journaux autorisés à publier les annonces judiciaires et légales et fixant les tarifs d'insertion pour l'année 2013 ;

VU le recours gracieux du 22 janvier 2013, déposé par M. Pierre WICKER, directeur général de « L'Est Républicain », « L'Est Républicain Lundi » et « Le Républicain Lorrain » contre l'arrêté préfectoral sus-visé ;

CONSIDÉRANT l'erreur matérielle portant sur le nombre de tirages des journaux « L'Est Républicain », « L'Est Républicain Lundi » et « Le Républicain Lorrain » ventilés dans chaque arrondissement du département ;

CONSIDÉRANT que ces 3 journaux remplissent les conditions validées par la commission consultative départementale lors de sa réunion du 7 décembre 2012 ;

SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 2 janvier 2013 portant habilitation des journaux autorisés à publier les annonces judiciaires et légales et fixant les tarifs d'insertion pour l'année 2013 est modifié comme suit :

Les annonces judiciaires et légales prescrites par le code civil, les codes de procédure ou de commerce et par les lois spéciales pour la publicité ou la validité des actes de procédure ou des contrats seront, pour l'année 2013 et en Meurthe-et-Moselle, insérées au choix des parties, dans l'un des journaux ci-après désignés :

1. Pour l'ensemble du département :

- Le Paysan Lorrain sis 5, rue de la Vologne - 54520 Laxou Cedex

- Les Tablettes Lorraines sises 26, rue Gambetta – BP. 60 004 - 54002 Nancy Cedex

- L'Est Républicain sis rue Théophraste Renaudot - Houdemont – 54185 Heillecourt Cedex

- L'Est Républicain Lundi sis rue Théophraste Renaudot - Houdemont - 54185 Heillecourt Cedex

- Le Républicain Lorrain sis 3 avenue des Deux Fontaines - 57140 Woippy (adresse postale : 57777 Metz Cedex 09)

2. Pour les arrondissements de Nancy et Toul, excepté les arrondissements de Briey et Lunéville :

- La Semaine sise 75/77, rue Saint-Georges – 54000 Nancy

Article 2 : Mme la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Mme la première présidente de la Cour d'Appel de Nancy,

- M. le procureur général près la cour d'appel de Nancy,

- MM. les présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey,

- MM. les procureurs de la République près les dits tribunaux,

- MM. les présidents des tribunaux d'instance et de commerce du département,

- M. le président de la chambre départementale des notaires,

- MM. les directeurs des journaux habilités,
 - MM. les sous-préfets des arrondissements de Briey; Lunéville et Toul,
 - Mme la directrice départementale de la protection des populations,
 et inséré au recueil des actes administratifs.
 Nancy, le 8 avril 2013

Le Préfet,
 Raphaël BARTOLT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CS 60031 – 54038 NANCY CEDEX.

- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul sera adressé au Président du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – C.O. N° 20038 - 54036 NANCY CEDEX.

NB : Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 8 mars 2013 déclarant cessible la parcelle nécessaire à la réalisation du projet de construction d'un parking et d'un espace de services à CERVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6, et R.11-1 à R. 11-31 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération n° 75-2011 du conseil municipal de la commune de Cerville sollicitant auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle l'ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation d'un parking et d'un espace de services à Cerville et d'une enquête parcellaire ;

VU le dossier d'enquête parcellaire ;

CONSIDÉRANT que j'ai ordonné l'ouverture de l'enquête parcellaire par arrêté du 11 janvier 2013 ;

CONSIDÉRANT que l'enquête parcellaire a été organisée à la mairie de Cerville du 31 janvier au 18 février 2013 inclus ;

CONSIDÉRANT que le commissaire-enquêteur a émis le 27 février 2013 un avis favorable à la cessibilité de la parcelle nécessaire à la réalisation d'un parking et d'un espace de services à Cerville ;

CONSIDÉRANT que j'ai déclaré d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation d'un parking et d'un espaces de services à Cerville ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des formalités réglementaires régies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ont été respectées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La parcelle appartenant à M. Jean FERRY et dont les références cadastrales sont mentionnées ci-après est déclarée cessible au profit de la commune de Cerville.

Références cadastrales			Identité du propriétaire	Nature du terrain	Superficie totale	Superficie à acquérir
Section	Numéro de parcelle	Lieu-dit				
E	130	« Le village »	M. Jean FERRY né le 10 novembre 1928 à Cerville demeurant 19 Grande Rue à Cerville (54420)	Sol	4 a 35 ca	4 a 35 ca

Article 2 : Le présent arrêté de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

Article 3 : L'acquisition par la commune de Cerville de la parcelle appartenant à M. Jean FERRY peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié par la commune de Cerville, en pli recommandé avec avis de réception, à M. Jean FERRY.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le maire de la commune de Cerville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 8 mars 2013

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Jean-François RAFFY

Arrêté du 11 avril 2013 donnant acte à la société des Hauts Fourneaux de MAXÉVILLE de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de BOUDONVILLE (Meurthe-et-Moselle) et prescrivant des mesures complémentaires

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles L.163. à L.163.12 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 relatif à la police des mines et des carrières, aujourd'hui abrogé ;
VU le décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 modifié relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain ;
VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment ses articles 43 à 51 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté ministériel en date du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif aux travaux miniers et à la police des mines, décret abrogé par les dispositions du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié susvisé ;
VU l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif à la nature des coûts à prendre en compte pour le calcul des sommes mentionnées respectivement aux articles 92 et 93 du code minier [articles L.163.11 et L.174.1 à L.174.4 du nouveau code ainsi qu'aux modalités de calcul de ces sommes ;
VU la circulaire DARQSI/DIREM du 27 mai 2008 relative aux modalités d'application des articles 91 à 93 du code minier [articles L.163.1 à L.163.11 et L.174.1 à L.174.4 du nouveau code] et 43 à 50 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié ;
VU la circulaire du 14 octobre 2009 relative à la modification de la circulaire DIE n° 200 du 6 août 1991 et de la circulaire du 27 mai 2008 relative aux modalités d'application des articles 91 à 93 du code minier [articles L.163.1 à L.163.11 et L.174.1 à L.174.4 du nouveau code] et des articles 43 à 50 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;
VU le décret impérial en date du 17 août 1874 instituant la concession de mines de fer de Boudonville au profit de la société anonyme de Vezin-Aulnoye, dont le siège social est à Hury (Belgique) ;
VU l'acte de vente en date du 29 octobre 1902 de la concession de mines de fer de Boudonville au profit de la société des Hauts Fourneaux de Maxéville ;
VU le décret du 28 décembre 1959 (JO du 7 janvier 1960) autorisant l'amodiation de la concession de mines de fer de Boudonville au profit de la société des Aciéries Réunies de BURBACH-EICH-DUDELANGE (ARBED) , notamment le contrat d'amodiation du 16 janvier 1959 ;
VU la convention de résiliation d'amodiation des 20 et 21 décembre 1973 passée entre la société des Hauts Fourneaux de Maxéville et la société des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange (ARBED) ;
VU l'ensemble des arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation de la concession de mines de fer de Boudonville ;
VU la déclaration de délaisement du puits dit « puits de Boudonville » situé sur la commune de Nancy, introduite le 15 décembre 1993 par la société des Hauts Fourneaux de Maxéville ;
VU le donné acte de la déclaration de délaisement du puits dit « puits de Boudonville » par la DRIRE Lorraine en date du 20 janvier 1994 ;
VU le rapport GEODERIS R-2002/071 du 13 octobre 2003 relatif à une évaluation de l'aléa et du risque minier établie par un comité d'experts pour la concession de mines de fer de Boudonville ;
VU les résultats du rapport produit identifiant sur la concession de mines de fer de Boudonville des travaux miniers (dépilages incertains) conduisant à des zones d'aléas de dépilages, d'aléas de fontis et d'autres travaux miniers sous du bâti et des infrastructures conduisant à des aléas de fontis ;
VU l'arrêté préfectoral n° 1000 du 9 février 2004 portant mesures de police des mines sur la concession de mines de fer de Boudonville ;
VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2004 portant exécution de travaux d'office au titre de la police des mines sur la concession de mines de fer de Boudonville ;
VU les études GEODERIS de 2005, 2007 et 2008 portant sur l'aléa « puits » et « fontis » sur les communes de Maxéville et Nancy ;
VU le porter à connaissance des aléas des communes de Nancy et Maxéville, respectivement effectué les 13 novembre 2007 et 29 mai 2008 ;
VU la pétition du 15 novembre 2011 de la société des Hauts Fourneaux de Maxéville adressée le 12 décembre 2011 et enregistrée le 14 décembre 2011 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de Boudonville ;
VU le courrier de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en date du 1er mars 2012 informant la société des Hauts Fourneaux de Maxéville de la recevabilité de sa demande ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 26 juin 2012 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de la société des Hauts Fourneaux de Maxéville en vue de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installation minières associées, attachés à la concession de mines de fer de Boudonville ;
VU les avis et observations recueillies lors de la consultation réglementaire ;
VU l'avis en date du 15 mars 2013, réceptionné le 25 mars 2013 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle, de la société des Hauts Fourneaux de Maxéville sur le projet d'arrêté préfectoral transmis le 26 février 2013 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le rapport et l'avis de Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine en date du 9 avril 2013 ;
CONSIDÉRANT que les derniers travaux d'exploitation dans la concession de mines de fer de Boudonville remontent à 1966 et qu'aucune reprise de l'exploitation n'est envisagée par le titulaire du titre minier ;
CONSIDÉRANT que la procédure d'arrêt définitif des travaux miniers impose à l'exploitant d'exécuter tous les travaux de mise en sécurité requis pour assurer l'arrêt de l'exploitation dans le respect des intérêts mentionnés aux articles L.163.1 et L.173.2 (ex article 79) du code minier ;
CONSIDÉRANT les rapports GEODERIS portant sur les aléas « mouvements résiduels », « puits » et « fontis » dans le périmètre de la concession de mines de fer de Boudonville ;
CONSIDÉRANT les mesures de surveillance des mouvements de terrain mis en place par l'exploitant à la demande de l'Etat ;
CONSIDÉRANT qu'il convient de maintenir les dispositifs de surveillance microsismique et de surveillance géotechnique mis en place sur les communes de Maxéville et de Nancy en 2006 à la demande de l'Etat , après études de GEODERIS ;
CONSIDÉRANT que le débordement des eaux minières par la galerie de l'entrée de la mine de Boudonville relève des dispositions de l'article L.163-11, alinéa 2, du code minier (installation hydraulique de sécurité) ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Donné acte de la déclaration

Il est donné acte à la société des Hauts Fourneaux de Maxéville, dont le siège social est situé Bussy-Vecqueville à Joinville (52300), de sa déclaration d'arrêt définitif de travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de Boudonville, sous réserve des dispositions complémentaires énoncées dans le présent arrêté.

Article 2 : Mesures complémentaires

2.1 - Surveillance des zones d'aléa « mouvements résiduels »

La surveillance mise en place dans le cadre de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 1000 portant mesures de police des mines en date du 9 février 2004 est maintenue, ce dispositif comporte :

- une surveillance microsismique des zones d'aléa « mouvements résiduels » dénommées R332B(1) et R332B(2) définies par les études GEODERIS du 13 octobre 2003, aux lieux-dits « Les Aulnes » et « Le haut du Lièvre », situées respectivement sur les communes de Maxéville et Nancy ; le dispositif est constitué de deux stations de mesure, « Aulnes » et « Brandicourt » comportant des sondes placées dans les terrains de recouvrement ;

- la surveillance géotechnique des mouvements éventuels de la tour panoramique située sur la commune de Maxéville ; le dispositif est constitué de deux inclinomètres biaxiaux (mesure d'inclinaison), d'un anémomètre (mesure de la vitesse et de la direction du vent), d'un pluviomètre (précipitation au sol) et de deux capteurs de température.

A ce titre, dans le cadre d'une demande de transfert du dispositif de surveillance rappelé supra, la société des Hauts Fourneaux de Maxéville communiquera au préfet de Meurthe-et-Moselle, le montant des dépenses (soulte) correspondant au coût estimé de dix années de surveillance et de prévention des risques et du fonctionnement desdits équipements, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé.

Le transfert à l'Etat du dispositif de surveillance est subordonné à l'arrêt par le préfet de Meurthe-et-Moselle de l'estimation des dépenses, de la transmission du dossier de demande de transfert (études, descriptions des équipements, prescriptions de fonctionnement et de gestion des installations, mesures de surveillance et d'entretien, contrats de sous-traitance, éléments de foncier, ...) et au versement de la soulte telle que définie supra par la société des Hauts Fourneaux de Maxéville.

Si l'exploitant souhaite s'affranchir du dispositif de surveillance microsismique des zones d'aléa « mouvements résiduels » R332B(1) et R332B(2), il introduira une demande appuyée de tous les éléments justificatifs auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle; ces éléments pourront s'appuyer, en particulier sur une étude de vulnérabilité des bâtiments de grande hauteur situés dans les zones concernées, réalisée par un organisme spécialisé en structure du bâtiment.

2.2 - Galerie principale « entrée de la mine de Boudonville »

La société des Hauts Fourneaux de Maxéville transmettra à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les plans, à une échelle exploitable, de réalisation de l'obturation de la galerie d'entrée de la mine de Boudonville ainsi que du dispositif mis en place pour permettre l'écoulement naturel des eaux souterraines drainées par les travaux miniers.

Dans l'éventualité où le dispositif d'évacuation des eaux minières, d'une part vers l'alimentation en eau de la Ville de Nancy ou de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et d'autre part vers le réseau d'eau pluviale de la ville de Maxéville, a été réalisé et/ou est exploité par un tiers, avec accord de la société des Hauts Fourneaux de Maxéville, il conviendra de fournir tous les éléments justificatifs d'appréciation (courriers, convention de transfert, ...).

Dans le cas où aucun accord ou convention de transfert n'a été passé avec un tiers et afin de permettre un éventuel transfert de l'installation à l'Etat, il conviendra de procéder au calcul du montant des dépenses (soulte) correspondant au coût estimé de dix années de surveillance et de prévention des risques et du fonctionnement desdits équipements, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé.

Le transfert à l'Etat de l'ouvrage est subordonné à l'arrêt par le préfet de Meurthe-et-Moselle de l'estimation des dépenses, de la transmission du dossier de demande de transfert (études, descriptions des équipements, prescriptions de fonctionnement et de gestion des installations, mesures de surveillance et d'entretien, contrats de sous-traitance, éléments de foncier, ...) et au versement de la soulte telle que définie supra par la société des Hauts Fourneaux de Maxéville.

Une étude portant sur les conséquences en matière de résurgence des eaux et définissant les mesures et solutions à mettre en place en cas d'obturation accidentelle et définitive de la galerie principale d'entrée de la mine de Boudonville, sera réalisée par la société des Hauts Fourneaux de Maxéville.

2.3 - Communication des éléments relatifs aux mesures complémentaires

Les éléments mentionnés aux points 2.1 et 2.2 susvisés seront transmis au préfet de Meurthe-et-Moselle dans un délai de dix-huit (18) mois, à compter de la notification du présent arrêté préfectoral

Article 3 : Recours

Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux (2) mois à compter de sa date de notification.

Article 4 : Publication de l'arrêté

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 5 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du maire.

Article 5 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société des Hauts Fourneaux de Maxéville et dont copie sera adressée pour information aux :

- maires des communes de Maxéville, Nancy et Laxou ;
- directeur régional des affaires culturelles de Lorraine ;
- général, commandant la Région militaire de défense nord-est ;
- directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
- directeur de l'agence régionale de santé lorraine – délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté N° 54-2012-00129 du 11 avril 2013 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant l'autorisation d'exploiter le plan d'eau communal à EMBERMENIL - Commune de EMBERMENIL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 10/09/2012, présenté par la COMMUNE D'EMBERMENIL représentée par Monsieur MARTIN Jean-Paul, Maire de la Commune, enregistré sous le n° 54-2012-00129 et relatif à l'AUTORISATION D'EXPLOITER LE PLAN D'EAU COMMUNAL à EMBERMENIL ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 07/01/2013 au 07/02/2013 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 12 février 2013 en Préfecture de Meurthe-et-Moselle;

VU l'avis favorable du service départemental de l'ONEMA ;

VU l'avis favorable de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse

VU l'avis favorable du service nature et biodiversité de la DDT

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 22 février 2013 ;

VU l'avis du CODERST en date du 21 mars 2013

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau

Que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE

TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1er : Objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, COMMUNE D EMBERMENIL représenté par Monsieur MARTIN Jean-Paul, Maire de la Commune est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : AUTORISATION D'EXPLOITER LE PLAN D'EAU COMMUNAL sur la commune de EMBERMENIL,

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m ³ /heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Autorisation Arrêté du 11 sept. 2003
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m ³ (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m ³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m ³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Autorisation Arrêté du 30 mai 2008
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration Arrêté du 27 août 1999
3.2.4.0	1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m ³ (A) 2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L431-7 du même code (D) Les vidanges périodiques des plans d'eau visés au 2° font l'objet d'une déclaration unique.	Déclaration Arrêté du 27 août 1999
3.2.5.0	Barrages de retenue et digues de canaux: 1° de classes A, B ou C (A) 2° de classe D (D)	Déclaration Arrêté du 29 fév. 2008
3.2.7.0	Pisciculture d'eau douce mentionnée à l'article L431-6 du code de l'environnement (D)	Déclaration Arrêté du 1 avril 2008

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

L'ouvrage est situé sur les parcelles section ZC n°28, 29 et 37 sur la commune d'EMBERMENIL. Il sera réalisé conformément aux plans déposés lors de la demande d'autorisation d'exploiter le plan d'eau communal d'Embermenil du 10 septembre 2012.

Superficie du futur plan d'eau : 18 770 m²

Profondeur maximale 1.50 m, profondeur moyenne 1.20 m.

Le plan d'eau sera alimenté par prise d'eau dans le ruisseau des Amis, 2ème catégorie piscicole.

Le débit minimum à maintenir dans le ruisseau des Amis est supérieur ou égal à 5.1 l/s.

Les eaux rejetées par le déversoir ou trop-plein ou lors des vidanges rejoindront le Ruisseau des Amis.

Les ouvrages de prises d'eau, du déversoir et à la sortie de la pêcherie seront équipés de grilles fixes et inamovibles d'espacement 10 mm maximum entre les barreaux.

L'entrée du moine sera équipée d'une grille amovible d'espacement 10 mm maximum entre les barreaux.

Le plan d'eau aura un statut de pisciculture.

Une dérivation du ruisseau des amis en berge droite du plan d'eau sera réalisée depuis l'amont de l'étang jusqu'en aval du déversoir de surface.

Des mesures de renaturation du cours d'eau et de la dérivation seront également réalisées, elles permettront de stabiliser les berges et de restaurer les fonctions biologiques et paysagères.

Article 3 : Classement de l'ouvrage

La digue du plan d'eau constitue un barrage de retenue au sens de l'article R.214-122 du code de l'environnement. Compte tenu de ses caractéristiques géométriques, il relève de la classe D.

TITRE II : PRESCRIPTIONS

Article 4 : Prescriptions générales

Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté. Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser à la Direction

Départementale des Territoires de MEURTHE-et-MOSELLE

Conformément à l'article L432-10, il est interdit :

- D'introduire dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, et dont la liste est fixée par décret ;
- D'introduire sans autorisation dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons qui n'y sont pas représentés ; la liste des espèces représentées est fixée par le ministre chargé de la pêche en eau douce ;

L'introduction de poissons ou d'alevins provenant d'établissements de pisciculture ou d'aquaculture non agréés au plan sanitaire est interdite, conformément à l'article L432-12.

Les factures seront conservées et fournies sur demande au service chargé de la police de l'eau.

La vente de poisson vivant est soumise à l'obtention préalable d'un agrément sanitaire auprès de la Direction départementale de la Protection des Populations.

Les eaux restituées au ruisseau, après passage par l'étang, devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles de s'abreuver dans le ruisseau, à la conservation, à la nutrition et la reproduction de la faune piscicole.

Le débit naturel du ruisseau entre les ouvrages de dérivation des eaux vers l'étang et de restitution devra être prioritairement maintenu de sorte à préserver la vie et la circulation du poisson

En toutes saisons et quelles que soient les circonstances, la libre circulation de l'eau, des sédiments et du poisson sera toujours maintenue dans le ruisseau..

Tous travaux sur le cours d'eau (notamment le curage), à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14, sont soumis au régime de déclaration au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.1.0). A ce titre, un dossier de demande doit parvenir auprès de la Direction Départementale des Territoires au minimum 3 (trois) mois avant la date souhaitée des travaux.

Article 5 : Prescriptions spécifiques

Le déclarant devra respecter les prescriptions spécifiques définies ci dessous :

Prescriptions spécifiques relatives au barrage de retenue

Le barrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-124, R. 214-123 et R. 214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 suivant les délais et modalités ci dessous :

- constitution du dossier avant le 31 décembre 2013 ;
- constitution du registre avant le 31 décembre 2013 ;
- élaboration des consignes écrites avant le 31 décembre 2013 ;
- réalisation d'une visite technique approfondie avant le 31 décembre 2013, puis tous les 10 ans.

Le barrage est dispensé de dispositif d'auscultation en application du 1° l'article R. 214-124 du code de l'environnement.

Prescriptions spécifiques relatives à la vidange

Les vidanges seront réalisées en période hivernale. Le pétitionnaire devra prévenir 15 jours avant chaque vidange les services de police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires et de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle

Prescriptions spécifiques relatives aux ouvrages

Les prescriptions suivantes devront être réalisées avant la remise en eau du plan d'eau

- mise en place d'une grille scellée, avec un espacement inter barreaux de 10 mm au maximum, au niveau de la prise d'eau ;
- pose d'une grille amovible, avec un espacement inter barreaux de 10 mm au maximum, à l'entrée du moine ;
- pose d'une grille scellée, avec un espacement inter barreaux de 10 mm au maximum, à la sortie aval de la pêcherie ;
- pose d'une grille scellée, avec un espacement inter barreaux de 10 mm au maximum, sur le déversoir de sécurité.

TITRE III - DISPOSITIONS GENERALES

Article 6 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de sa notification au pétitionnaire

Article 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation d'exploiter le plan d'eau Communal d'Embérménil sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Tout changement de bénéficiaire de l'autorisation, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

Article 8 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 9 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 10 : Condition de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R214-20 du code de l'environnement.

Article 11 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 12 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 13 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 14 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 15 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune d'Emberménil. Elle y sera affichée pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande de renouvellement d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune d'Emberménil.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 16 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par les pétitionnaires dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté leur a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 17 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune d'Emberménil, le directeur de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie d'Emberménil.

Nancy, le 11 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

PJ : Arrêtés de prescriptions générales

- Arrêté du 11 septembre 2003- rubrique 1.2.1.0.
- Arrêté du 27 août 1999 - rubrique 3.2.3.0.
- Arrêté du 27 août 1999 - rubrique 3.2.4.0.
- Arrêté du 1^{er} avril 2008- rubrique 3.2.7.0.
- Arrêté du 30 mai 2008 - rubrique 3.2.1.0.
- Arrêté du 29 février 2008- rubrique 3.2.5.0.

Arrêté 54-2013-0048 du 15 avril 2013 portant régularisation avec antériorité des ouvrages hydrauliques souterrains de la rivière CHIERS, au bénéfice de la commune de LONGWY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à 214-11 et R. 214-1 à 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de la Meuse approuvé le 27 novembre 2009 ;

VU les délibérations du conseil municipal de la commune de LONGWY en dates des 15/11/2007, 23/09/2010 et 12/09/2012, approuvant notamment la prise en compte par la ville de la maîtrise d'ouvrage des opérations de rénovation de l'OH6, ouvrage de couverture de la CHIERS, en particulier pour assurer la sécurité des personnes et des biens ;

VU le dossier de demande de régularisation avec antériorité des ouvrages souterrains de la rivière CHIERS déposé le 05/04/2012 par la commune de LONGWY, complété en mars 2013 ;

VU le rapport du service police de l'eau au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 11/04/2013 ;

CONSIDÉRANT que la rivière CHIERS a été canalisée et couverte dans la traversée de la ville de LONGWY par des ouvrages de génie civil, réalisés par tronçons entre les années 1910 et 1973 ;

CONSIDÉRANT que ces ouvrages sont tous antérieurs au 31 mars 1993 ;

CONSIDÉRANT que ces tronçons sont de conceptions diverses et que leur état général, devant garantir leurs fonctionnalités et efficacités hydrauliques, est parfois dégradé ;

CONSIDÉRANT que des enjeux majeurs de sécurité publique justifient la mobilisation des moyens de la ville de LONGWY et que, pour cela, la maîtrise d'ouvrage des tronçons existants doit lui être explicitement attribuée ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions associées à cette régularisation permettront d'atteindre, sous réserve des délais nécessaires à leur mise en œuvre, un niveau de service satisfaisant pour l'ensemble des tronçons canalisés et couverts ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**Article 1er** : Objet

Les ouvrages hydrauliques souterrains, canalisant et recouvrant la rivière CHIERS dans la traversée de la ville de LONGWY, décrits dans le dossier d'antériorité déclaratif remis par le pétitionnaire et détaillés à l'article 3, sont régularisés avec prise en compte de leur antériorité. Le permissionnaire, la commune de LONGWY, est désignée maître d'ouvrage et assume à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, les responsabilités qui y sont associées.

Il appartient notamment au maître d'ouvrage, de surveiller le fonctionnement et l'état général des ouvrages, de prendre les mesures de sauvegarde y afférentes, de tenir informés sans délai les services de sécurité civile de tout élément susceptible de mettre en danger la vie ou la sécurité des personnes. Il procédera aux interventions de sécurisation éventuellement nécessitées par les circonstances, quelles qu'en soient leurs origines.

Article 2 : Rubriques concernées par les ouvrages

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.1.0.	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° Un obstacle à l'écoulement des crues	Autorisation
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure à 100 m	Autorisation
3.1.3.0.	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m	Autorisation

Article 3 : Caractéristiques générales, particulières et situation des ouvrages

Les ouvrages souterrains qui sont régularisés avec prise en compte de leur antériorité sont désignés par le titre Ouvrage Hydraulique et sont désignés par l'abréviation OH. À chaque OH est associé un indice d'ordre croissant quand on parcourt le cours d'eau de l'amont vers l'aval. Pour des raisons liées à l'histoire et à la géographie, le territoire communal de la ville de LONGWY n'est concerné que par les OH3, OH4, OH5 et OH6. Sur un linéaire de l'ordre de 150 mètres, une partie médiane de l'OH3 est située sur le territoire de la commune de LONGGLAVILLE.

L'OH6 présente l'état le plus préoccupant et des investigations ont été entreprises, qui ont conduit la ville de LONGWY à des mesures de sauvegarde urgentes qui ne constituent pas une garantie définitive. Le permissionnaire validera et formalisera des mesures de surveillance étroite pour l'OH6.

Le tableau ci-dessous résume pour chaque OH leurs caractéristiques générales ainsi que les coordonnées, arrondies au mètre, de leurs extrémités amont et aval, (entrée et sortie). Les éléments qui figurent dans ce tableau ont été repris d'après les indications du dossier d'antériorité remis par le pétitionnaire à l'appui de sa demande et notamment le rapport REF : 4 63 1927 établi par le bureau d'études spécialisé ARTELIA en mars 2013.

Ouvrage	Caractéristiques	Coordonnées projection RGF 93, CC 49, en mètres (arrondi au m)		
OH 3	Double ovoïde de section hydraulique de l'ordre de 49 m². Environ 600 mètres linéaires.	X Y	Entrée 1901622 8262584	Sortie 1901238 8262450
OH 4	Double ovoïde de section variable 46m² en entrée à 57 m² en sortie. Environ 460mètres linéaires.	X Y	Entrée 1901252 8262431	Sortie 1901084 8262130
OH 5	Double tube de 5 mètres de diamètre intérieur, de section totale 40 m². Environ 670 mètres linéaires.	X Y	Entrée 1901003 8262078	Sortie 1900681 8261489
OH 6	Ouvrage de 1180 mètres linéaires environ, constitué de 9 tronçons contigus, correspondant à des époques de réalisation différentes. Sections variables de 40 à 58 m².	X Y	Entrée 1900681 8261489	Sortie 1900313 8260493

Article 4 : Prescriptions générales pour la surveillance et l'entretien des ouvrages

Les opérations de diagnostic, de surveillance ou d'entretien seront conduites dans le respect des réglementations applicables aux visites et interventions dans les ouvrages hydrauliques souterrains. Les obligations relatives à la prise en compte de la sécurité des intervenants, à l'intérieur des ouvrages, seront systématiquement évaluées et feront l'objet d'une formalisation et d'une application stricte et seront soumises à avis ou accord préalable des autorités compétentes.

Le permissionnaire doit notamment prendre garde, pour les personnels d'intervention, aux risques liés à la présence possible de gaz mortels ou nocifs susceptibles de subsister dans les ouvrages souterrains canalisant les eaux -quelle que soit par ailleurs l'origine de ces eaux- surtout si l'ouvrage n'est pas -ou peu- ventilé.

La remise en service, ou la construction, de regards ou dispositifs de visite dans les divers ouvrages hydrauliques constitue, à cet effet, une priorité.

Article 5 : Prescriptions spécifiques

Les mesures de reconnaissance et de surveillance des ouvrages telles que définies dans le rapport REF : 4 63 1927 établi par le bureau d'études spécialisé ARTELIA en mars 2013, et les échéanciers qui s'y rapportent, engagent le permissionnaire, maître d'ouvrage des futures interventions. Ces éléments sont joints en annexe au présent arrêté.

A l'initiative du permissionnaire, des bilans seront effectués en liaison avec le service de police de l'eau, et communiqués au préfet de Meurthe-et-Moselle à échéance annuelle. Le premier bilan sera effectué au 31 mars 2014. Sur demande du permissionnaire, ou du service de police de l'eau, des arrêtés complémentaires préciseront ou corrigeront les prévisions annexées, pour tenir compte des réalités ou des éventuelles difficultés rencontrées.

Article 6 : Contrôle des ouvrages

À tout moment, le permissionnaire est tenu de donner aux agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques, tous justificatifs relatifs au contrôle des ouvrages et de leur permettre et faciliter, si nécessaire, toute visite inopinée.

Article 7 : Mesures de sécurité publique

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article, pas plus que la surveillance des personnes habilitées, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques d'exploitation des ouvrages que leur mode d'exécution.

Article 8 : Réserve du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 10 : Clause de précarité

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

Article 11 : Modification des ouvrages

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages, indépendamment des procédures réglementaires opposables notamment par le code de l'environnement, doit être portée avant exécution à la connaissance du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 12 : Recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Article 13 : Publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de la commune de LONGWY.

Une copie sera transmise pour information à :

- l'agence régionale de santé de Lorraine,
- au chef du service départemental de l'O.N.E.M.A de Meurthe-et-Moselle,
- à la mairie de LONGLAVILLE.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies de LONGWY et LONGLAVILLE.

Nancy, le 15 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Extrait de décision du 11 avril 2013 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 11 avril 2013, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a décidé d'accorder à la société SARL Les Vignottes l'autorisation de procéder à l'extension d'un ensemble commercial existant, Parc d'activités de la Porte Verte 3, par la création de deux cellules commerciales à Essey-lès-Nancy, pour une surface de vente de 847,92 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie d'Essey-lès-Nancy.

Nancy, le 12 avril 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-016 en date du 4 avril 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation des écrans de protection phonique le long de l'autoroute A31 à VELAINE-EN-HAYE, sens Nancy – Toul, entre les PR 241+015 et 241+479

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N° 11.BI.95 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 03 décembre 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 21/09/2012 présenté par le bureau d'études INGEROP ;
 VU la demande de la DREAL Lorraine en date du 28/03/2013 visant à prolonger l'arrêté n° 2012-DIR-EST-M-54-089 du 27 septembre 2012 ;
 VU l'information du CISGT « Myrabel » ;
 VU l'information du CRICR de Metz ;
 VU l'avis du district de Nancy en date du 28/03/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Autoroute A31	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 241+476 au PR 241+015	
SENS	SENS 2 (Nancy vers Toul)	
SECTION	2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Construction d'un mur anti-bruit	
PERIODE GLOBALE	Du 04 avril 2013 au 02 Septembre 2013 (prolongation de délai)	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence par dispositif de type Vario	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - Aximum	MISE EN PLACE PAR : - Aximum avec le balisage par FLR assuré par le CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 04 avril 2013 au 02 septembre 2013	PR 241+800 à 241+000	Construction du mur anti-bruit.	Neutralisation de la BAU par dispositifs de type Vario.
2	Le 02 septembre 2013 de 21h00 à 5h00	PR 241+800 à PR 241+000	Dépose des dispositifs de type Vario.	Neutralisation de la voie de droite par FLR (fiche type CF113b).

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Velaine-en-Haye ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Velaine-en-Haye.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société AXIMUM,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 4 avril 2013

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le chef de la division d'exploitation de Metz,
 Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-019 en date du 5 avril 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en place d'un portique de Contrôle Automatisé Fixe (CAF) Écotaxe sur l'autoroute A31 au PR 243+420

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions .

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 03 décembre 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives .

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés .

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 27/03/2013 présenté par LACROIX signalisation ;

VU l'avis de la mairie de Velaine-en-Haye en date du 26/03/2013 ;

VU l'avis du Conseil Général- DITAM de Nancy et couronne en date du 26/03/2013 .

VU l'avis du Conseil Général- DITAM territoires Terres de Lorraine en date du 28/03/2013 .

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 04/04/2013 ;

VU l'information du CRICR ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 28/03/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31	
POINTS REPERES (PR)	AK5 PR Sens 1 236+100 AK5 PR Sens 2 247+100	
SENS	Sens 1 pose du portique au PR 243+440 et pose du Sens 2 au PR 243+420	
SECTION	VELAINE en HAYE	
NATURE DES TRAVAUX	Pose du portique Sens 1 du 8 au 9 Avril et du sens 2 du 9 au 10 Avril	
PERIODE GLOBALE	8 au 10 Avril 2013 de nuit	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture et déviation de l'A31 par RD 400 entre les échangeurs 16 et 17	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - Ecomouv / Lacroix	MISE EN PLACE PAR : - SOTRAVEER

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 08/04/13 au 09/04/13 de 21h30 à 5h00	Sens1 KC1 Autoroute fermée à 1600 m PR 236+100	A31 Sens 1 (Paris > Nancy) - Coupure d'autoroute A31 avec sortie obligatoire (schéma CF129a) à l'échan- geur n°16. - Fermeture de la bretelle Gondreville > Nancy sur giratoire de l'échangeur 16 avec jalonnement de déviation via RD400.	- Limitation de vitesse à 90 km/h - Interdiction de doubler - Sortie d'autoroute obligatoire <u>Déviation :</u> - Les usagers de l'A31 en direction de Nancy quittent l'autoroute à l'échangeur n°16 empruntent la RD400 pour reprendre l'A31 à l'échangeur n°17 - Les usagers en provenance de Gondreville et en direction de Nancy empruntent la giratoire à l'échangeur n°16 puis la RD400 pour reprendre l'A31 à l'échangeur n°17
2	Du 9/04/12 au 10/04/13 de 21h30 à 5h00	Sens2 AK5 PR 244+400 Sens2 KC1 Autoroute fermée à 1600 m PR 247+100 Sens1 AK5 PR 242+400	Sens 2 (Nancy > Paris) - Neutralisation voie rapide (CF114a) dans le sens 2 au PR 244+400 Sens 2 (Nancy > Paris) - Coupure d'autoroute A31 avec sortie obligatoire (schéma CF129a) à l'échan- geur n° 17 Velaine-en-Haye/Parc de Haye Sens 1 (Paris > Nancy) - Neutralisation voie rapide (CF114a) dans le sens 2 au PR 244+400	- Limitation de vitesse à 90 km/h au droit des travaux - Limitation de vitesse à 90 km/h - Interdiction de doubler <u>Déviation :</u> Les usagers de l'A31 en direction de Paris quittent l'autoroute à l'échangeur n°17 empruntent la RD400 pour reprendre l'A31 par la bretelle RD400> Toul - Limitation de vitesse à 90 km/h au droit des travaux

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Velaine en Haye ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Velaine-en-Haye.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de LACROIX signalisation,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 5 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-020 en date du 8 avril 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'installation d'une « base vie » au niveau de l'échangeur n° 12 de l'autoroute A31, dans le cadre des travaux de rechargement en enrobés entre les PR 255+400 et 257+400

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 03 décembre 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 05/04/2013 présenté par le district de Metz ;
 VU l'information du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'information du CISGT « Myrabel » ;
 VU l'information du CRICR de Metz ;
 VU l'avis du district de Metz en date du 05/04/2013 ;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Échangeur n° 22 de Frouard. Bretelles Frouard-Metz et Champigneulles-Metz	
POINTS REPERES (PR)	A31 PR 256+400	
SENS	BEAUNE-LUXEMBOURG	
SECTION	Bretelle Champigneulles -Metz, 1 voie	
NATURE DES TRAVAUX	Installation de la Zone vie	
PERIODE GLOBALE	Du 10 au 12 avril et du 15 au 16 avril 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Limitation de vitesse	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI Champigneulles	MISE EN PLACE PAR : - CEI Champigneulles

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Les 10,11,12, 15 et 16 avril 2013 de 9h00 à 16h00	PR 256+400 sens 1	Fermeture de la bretelle Champigneulles-Metz	La bretelle Frouard - Metz est limitée à 30km/h. Les usagers en provenance de Champigneulles et en direction de Metz sont déviés par la RD657 jusqu'au giratoire de Frouard et retour sur A31 en direction de Metz par la bretelle Frouard-Metz.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Frouard et Champigneulle ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Frouard et Champigneulle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société COLAS Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 8 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-022 en date du 10 avril 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de finition des protections acoustiques à VILLERS-LA-MONTAGNE, le long de la RN52, entre les PR 7+810 et 11+250

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 03 décembre 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 02/04/2013 présenté par le SIR Lorrain ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 03/04/2013 ;

VU l'avis de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de Meurthe-et-Moselle en date du 03/04/2013 ;

VU l'avis de la commune de Villers-la-Montagne en date du 03/04/2013 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 24/01/2012 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 04/04/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Route nationale RN52	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 7+810 au PR 11+250	
SENS	Sens 1 (Metz-Longwy) et sens 2 (Longwy-Metz)	
SECTION	2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Travaux de finition de l'opération d'écrans acoustiques de part et d'autre de la RN52 au Sud de l'échangeur de Villers-la-Montagne consistant en la réfection des dispositifs de retenue, de la signalisation horizontale et de la signalisation verticale.	
PERIODE GLOBALE	Du 15 avril au 19 avril 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisations des voies de droite et fermeture d'une bretelle de sortie.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR-Est	MISE EN PLACE PAR : - District de Metz

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
Travaux de finition				
1	Du 15 avril au 19 avril 2013 de 8h30 à 15h30 Dates prévisionnelles sous réserve des aléas climatiques et techniques	RN52 sens 1 du PR 7+810 au PR 9+200 RN52 sens 2 du PR 11+250 au PR 9+000	Neutralisation voie de droite. Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur de Villers la Montagne. Neutralisation voie de droite.	Limitation de vitesse à 90 km/h. Interdiction de doubler pour tous les véhicules. Déviations : Les usagers de la RN52 en provenance de Metz désirant emprunter l'échangeur de Villers-la-Montagne continueront sur la RN52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur de Haucourt-Moulaine où ils feront demi-tour pour reprendre la RN52 en direction de Metz et sortir à Villers-la-Montagne. Limitation de vitesse à 90 km/h. Interdiction de doubler pour tous les véhicules.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Villers-la-Montagne ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Villers-la-Montagne.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,

- Directeur de la société MOLARO SA,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.
Moulins-lès-Metz, le 10 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-023 en date du 10 avril 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de joint sur RN4 au PR 34+300

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code pénal ;
VU le code de procédure pénale ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 03 décembre 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
VU le dossier d'exploitation en date du 08 avril 2013 présenté par le district de Nancy ;
VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 08 avril 2013 ;
VU l'information du CRICR ;
VU l'avis du district de Nancy en date du 08 avril 2013 ;
CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN4	
POINTS REPERES (PR)	PR 34+400	
SENS	Nancy/Strasbourg	
SECTION	½ Voie droite et ½ voie gauche	
NATURE DES TRAVAUX	Réfection de joints chaussée / OA (PS SNCF)	
PERIODE GLOBALE	Du 11 au 12 avril 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de voies	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI LUNEVILLE	MISE EN PLACE PAR : - CEI LUNEVILLE

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
01	11/04/2013 De 08h00 à 18h00	Sens Nancy/Strasbourg AK5 au PR 33+300	Neutralisation de la voie de droite <i>schéma CF113A</i>	- Limitation de vitesse à 90km/h - Interdiction de doubler

02	12/04/2013 De 08h00 à 18h00	AK5 au PR 33+300	Neutralisation de la voie de gauche <i>schéma CF114A</i>	- Limitation de vitesse à 90km/h - Interdiction de doubler
----	--------------------------------	------------------	---	---

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes ;

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 10 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cellule personnes âgées

Arrêté 2013 ARS/DT54/PA N° 0190 - DISAS/Direction PA/PH N° 090 constatant la caducité de l'autorisation de création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à HOMÉCOURT (Meurthe-et-Moselle) accordée à l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées (AMAPA)

Le Directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

Le Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et R 313-1 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles L 313-1 et D 313-7-2 du code de l'action sociale et des familles, relatifs notamment aux règles applicables en matière de caducité des autorisations de création d'établissement et de services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée départementale le 23 mars 2009 ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma régional d'organisation médico-sociale adopté par arrêté du 20 juillet 2012 du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté 2007 DDASS/SSA N°5203 /DISAS/POLE PA/PH N° 364 du 10 décembre 2007 autorisant l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées (AMAPA) à créer à Homécourt un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de 68 places d'hébergement permanent, 4 places d'hébergement temporaire et 2 places d'accueil de jour ;

VU l'arrêté 2010 ARS/DT54/PA N° 163 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 345 du 27 octobre 2010 modifiant la capacité autorisée pour ce projet d'EHPAD à Homécourt, et fixant celle-ci à 81 places d'hébergement permanent, 4 places d'hébergement temporaire et 3 places d'accueil de jour ;

VU le rapport du 26 février 2013 par lequel Mme Marie DIA-ENEL, responsable des équipements PA/PH du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, et M. Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, certifient avoir constaté le 19 février 2013, sur le site prévu pour la réalisation de cette structure, l'absence de tout commencement d'exécution de l'autorisation accordée ;

CONSIDERANT que, par arrêté conjoint du 10 décembre 2007 du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et du Préfet de Meurthe-et-Moselle notifié le même jour, l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées a été autorisée à créer à Homécourt un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de 68 places d'hébergement permanent, 4 places d'hébergement temporaire et 2 places d'accueil de jour ;

CONSIDERANT que la capacité du projet autorisé par la décision du 10 décembre 2007 a été modifiée par arrêté du 27 octobre 2010 du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et du Directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et portée à 81 places d'hébergement permanent, 4 places d'hébergement temporaire et 3 places d'accueil de jour ;

CONSIDERANT que la réglementation applicable en matière de création d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux, issue des articles L 313-1 et D 313-7-2 du code de l'action sociale et des familles, prévoit que les autorisations de création de structures sont caduques lorsqu'elles n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la décision d'autorisation ;

CONSIDERANT que le constat a été fait de l'absence de commencement d'exécution de l'autorisation accordée à l'AMAPA pour la création d'un EHPAD à Homécourt, par une visite sur site le 19 février 2013 à 10 heures 30, ainsi que l'atteste le rapport du 26 février 2013, signé par Mme Marie DIA-ENEL, responsable des équipements PA/PH du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, et par M. Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, ledit rapport et ses annexes étant joints au présent arrêté ;

SUR PROPOSITION du Directeur général de l'ARS de Lorraine et du Président du Conseil général de Meurthe et Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'autorisation de créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à Homécourt, accordée à l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées par décision du 10 décembre 2007, et modifiée par décision du 27 octobre 2010, est caduque, au sens des articles L 313-1 et D 313-7-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY – 5 place de la Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Le Directeur général de l'ARS de Lorraine et le Président du Conseil général de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle, au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont un exemplaire sera adressé pour notification à l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées et à Maître Isabelle SCHAMING-FIDRY, mandataire judiciaire de l'association.

Nancy, le 2 avril 2013

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
Par délégation, la Vice-Présidente déléguée à la Solidarité avec les Personnes
et au Développement Social,
Michèle PILOT

Rapport de constat de caducité de l'autorisation de création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à HOMECOURT (Meurthe-et-Moselle) accordée à l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées (AMAPA)

Articles L 313 – 1 et D 313 – 7 – 2 du code de l'action sociale et des familles (CASF)

L'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées (AMAPA), dont le siège est 32 Avenue de la Liberté 57050 LE BAN-SAINT-MARTIN, a été autorisée, par décision conjointe du 10 décembre 2007 du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et du Préfet de Meurthe-et-Moselle, à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Homécourt pour une capacité globale de 74 places (68 places d'hébergement permanent, 4 places d'hébergement temporaire et 2 places d'accueil de jour).

Par décision conjointe du 27 octobre 2010, le Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et le Directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) de Lorraine ont modifié la capacité prévue par cette autorisation initiale, en portant la capacité autorisée à 88 places (81 places d'hébergement permanent, 4 places d'hébergement temporaire et 3 places d'accueil de jour).

Le délai dans lequel une autorisation de création doit recevoir un commencement d'exécution est fixé, par la réglementation issue des articles L 313 – 1 et D 313 – 7 – 2 du code de l'action sociale et des familles (CASF), à trois ans à compter de la notification de la décision. Passé ce délai, toute autorisation est caduque selon ces mêmes textes.

La décision du 27 octobre 2010, autorisant une extension de capacité pour le projet d'EHPAD de Homécourt, doit être regardée comme trouvant son fondement dans la décision d'autorisation initiale du 10 décembre 2007, et ne constitue pas un droit autonome de créer l'établissement projeté.

Le point de départ du délai de trois ans au-delà duquel l'autorisation est caduque, au sens des articles précités, est donc la date de notification de la décision du 10 décembre 2007.

Ainsi, compte-tenu du délai écoulé depuis la notification de la décision du 10 décembre 2007, le Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et le Directeur général de l'ARS de Lorraine sont dans l'obligation de considérer que cette autorisation est devenue caduque au sens de l'article L 313 – 1 du code de l'action sociale et des familles (CASF), sous réserve d'un constat sur site de l'absence de commencement d'exécution des travaux relatifs à cette autorisation.

Par lettre du 13 février 2013, le Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et le Directeur général de l'ARS de Lorraine ont informé le Président de l'association AMAPA et Maître SCHAMING-FIDRY, administrateur judiciaire de l'association AMAPA, de leur décision de constater la caducité de cette autorisation, et de programmer une visite des services de l'ARS et du conseil général sur site, le 19 février 2013, pour constater matériellement cette caducité.

Nous nous sommes rendus le 19 février 2013 à 10 h 30, rue du 08 mai 1945, 54310 Homécourt, parcelle figurant au cadastre sous les références « section AC – numéro 221 – lieudit Bois de la Sarre », et avons constaté l'absence de commencement d'exécution de l'autorisation délivrée, au sens de la définition apportée par l'article D 313 – 7 – 2 du CASF à la notion de commencement d'exécution.

Nous joignons au présent rapport, à titre de preuve, les photographies du site, prises le 19 février 2013 à 10 h 30.

Nancy, le 26 février 2013

La responsable du service équipements
de la direction Personnes âgées-Personnes handicapées
du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
Marie DIA-ENEL

L'inspecteur de l'action sanitaire et sociale
de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-Marc LE MOIGNE

La photo EHPAD Homécourt (qui constitue la 2e annexe à l'arrêté conjoint) est consultable à l'ARS de Lorraine – Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle – Cellule personnes âgées.

Arrêté 2013 ARS/DT54/PA N° 0191 - DISAS/Direction PA/PH N° 91 du 2 avril 2013 constatant la caducité de l'autorisation de création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à HUSSIGNY-GODBRANGE (Meurthe-et-Moselle) accordée à l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées (AMAPA)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;
VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et R 313-1 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;
VU les articles L 313-1 et D 313-7-2 du code de l'action sociale et des familles, relatifs notamment aux règles applicables en matière de caducité des autorisations de création d'établissement et de services sociaux et médico-sociaux ;
VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée départementale le 23 mars 2009 ;
VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;
VU le schéma régional d'organisation médico-sociale adopté par arrêté du 20 juillet 2012 du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU l'arrêté 2009 DDASS/SSA N°1462 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 007 du 12 janvier 2009 autorisant l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées (AMAPA) à créer à Hussigny-Godbrange un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de 58 places d'hébergement permanent, 2 places d'hébergement temporaire et 1 place d'accueil de jour ;
VU l'arrêté 2010 ARS/DT54/PA N° 162 - DIRSOL/DIRECTION PA/PH N° 344 du 27 octobre 2010 modifiant la capacité autorisée pour ce projet d'EHPAD à Hussigny-Godbrange, et fixant celle-ci à 71 places d'hébergement permanent, 2 places d'hébergement temporaire et 1 place d'accueil de jour ;
VU le rapport du 26 février 2013 par lequel Mme Marie DIA-ENEL, responsable des équipements PA/PH du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, et M. Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, certifient avoir constaté le 19 février 2013, sur le site prévu pour la réalisation de cette structure, l'absence de tout commencement d'exécution de l'autorisation accordée ;
CONSIDERANT que, par arrêté conjoint du 12 janvier 2009 du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et du Préfet de Meurthe-et-Moselle, notifié le même jour, l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées a été autorisée à créer à Hussigny-Godbrange un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de 58 places d'hébergement permanent, 2 places d'hébergement temporaire et 1 place d'accueil de jour ;
CONSIDERANT que la capacité du projet autorisé par la décision du 12 janvier 2009 a été modifiée par arrêté du 27 octobre 2010 du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et du Directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et portée à 71 places d'hébergement permanent, 2 places d'hébergement temporaire et 1 place d'accueil de jour ;
CONSIDERANT que la réglementation applicable en matière de création d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux, issue des articles L 313-1 et D 313-7-2 du code de l'action sociale et des familles, prévoit que les autorisations de création de structures sont caduques lorsqu'elles n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la décision d'autorisation ;
CONSIDERANT que le constat a été fait de l'absence de commencement d'exécution de l'autorisation accordée à l'AMAPA pour la création d'un EHPAD à Hussigny-Godbrange, par une visite sur site le 19 février 2013 à 11 heures 10, ainsi que l'atteste le rapport du 26 février 2013, signé par Mme Marie DIA-ENEL, responsable des équipements PA/PH du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, et par M. Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, ledit rapport et ses annexes étant joints au présent arrêté ;
SUR PROPOSITION du Directeur général de l'ARS de Lorraine et du Président du Conseil général de Meurthe et Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'autorisation de créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à Hussigny-Godbrange, accordée à l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées par décision du 12 janvier 2009, et modifiée par décision du 27 octobre 2010, est caduque, au sens des articles L 313-1 et D 313-7-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY – 5 place de la Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine et le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département de Meurthe-et-Moselle, au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont un exemplaire sera adressé pour notification à l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées et à Maître Isabelle SCHAMING-FIDRY, mandataire judiciaire de l'association.
Nancy, le 2 avril 2013

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
Par délégation, la Vice-Présidente déléguée à la Solidarité avec les Personnes
et au Développement Social,
Michèle PILOT

Rapport de constat de caducité de l'autorisation de création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à HUSSIGNY-GODBRANGE (Meurthe-et-Moselle) accordée à l'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées (AMAPA)

Articles L 313 – 1 et D 313 – 7 – 2 du code de l'action sociale et des familles (CASF)

L'association mosellane d'aide aux personnes âgées et handicapées (AMAPA), dont le siège est 32 Avenue de la Liberté 57050 LE BAN-SAINT-MARTIN, a été autorisée, par décision conjointe du 12 janvier 2009 du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et du Préfet de Meurthe-et-Moselle, à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Hussigny-Godbrange pour une capacité globale de 61 places (58 places d'hébergement permanent, 2 places d'hébergement temporaire et 1 place d'accueil de jour).

Par décision conjointe du 27 octobre 2010, le Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et le Directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) de Lorraine ont modifié la capacité prévue par cette autorisation initiale, en portant la capacité autorisée à 74 places (71 places d'hébergement permanent, 2 places d'hébergement temporaire et 1 place d'accueil de jour).

Le délai dans lequel une autorisation de création doit recevoir un commencement d'exécution est fixé, par la réglementation issue des articles L 313 – 1 et D 313 – 7 – 2 du code de l'action sociale et des familles (CASF), à trois ans à compter de la notification de la décision. Passé ce délai, toute autorisation est caduque selon ces mêmes textes.

La décision du 27 octobre 2010, autorisant une extension de capacité pour le projet d'EHPAD de Hussigny-Godbrange, doit être regardée comme trouvant son fondement dans la décision d'autorisation initiale du 12 janvier 2009, et ne constitue pas un droit autonome de créer l'établissement projeté.

Le point de départ du délai de trois ans au-delà duquel l'autorisation est caduque, au sens des articles précités, est donc la date du 12 janvier 2009.

Ainsi, compte tenu du délai écoulé depuis la notification de la décision du 12 janvier 2009, le Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et le Directeur général de l'ARS de Lorraine sont dans l'obligation de considérer que cette autorisation est devenue caduque au sens de l'article L 313 – 1 du code de l'action sociale et des familles (CASF), sous réserve d'un constat sur site de l'absence de commencement d'exécution des travaux relatifs à cette autorisation.

Par lettre du 13 février 2013, le Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et le Directeur général de l'ARS de Lorraine ont informé le Président de l'association AMAPA et Maître SCHAMING-FIDRY, administrateur judiciaire de l'association AMAPA, de leur décision de constater la caducité de cette autorisation, et de programmer une visite des services de l'ARS et du Conseil général sur site, le 19 février 2013, pour constater matériellement cette caducité.

Nous nous sommes rendus le 19 février 2013 à 11 h 10, Allée de la Fraternité, 54590 Hussigny-Godbrange, parcelle figurant au cadastre sous les références « section AD – numéro 639 – lieudit rue Pasteur », et avons constaté l'absence de commencement d'exécution de l'autorisation délivrée, au sens de la définition apportée par l'article D 313 – 7 – 2 du CASF à la notion de commencement d'exécution.

Nous joignons au présent rapport, à titre de preuve, les photographies du site, prises le 19 février 2013 à 11 h 10.

Nancy, le 26 février 2013

La responsable du service équipements
de la direction Personnes âgées-Personnes handicapées
du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
Marie DIA-ENEL

L'inspecteur de l'action sanitaire et sociale
de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-Marc LE MOIGNE

La photo EHPAD Hussigny-Godbrange (qui constitue la 2e annexe à l'arrêté conjoint) est consultable à l'ARS de Lorraine – Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle – Cellule personnes âgées.

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service produits de santé et biologie

Arrêté ARS n° 2013-0208 du 8 mars 2013 portant autorisation d'assurer la sous-traitance de la préparation des chimiothérapies anti-cancéreuses et la reconstitution des spécialités pour chimiothérapies anti-cancéreuses par la pharmacie à usage intérieur des hôpitaux de Brabois à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY-CHU de Nancy pour le compte de l'HADAN – VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
N° FINESS Entité juridique : 54.000.207.8

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-2, L. 5126-3, L. 5126-7, L. 5126-14, R. 4235-12 et R. 5126-8 à R.5126-22 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière ;

VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;

VU l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;

VU l'arrêté n°2012-0333 du 12 avril 2012 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux de Brabois à Vandœuvre-lès-Nancy – CHU Nancy ;

VU la convention en date du 4 juillet 2012, signée des deux parties ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 8 novembre 2012 par Monsieur le Directeur Général du CHU de Nancy afin d'obtenir l'autorisation d'assurer la préparation des chimiothérapies anticancéreuses et la reconstitution des spécialités pour chimiothérapies anticancéreuses pour le compte de l'HADAN – Vandœuvre lès Nancy ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique et le Pharmacien Inspecteur de l'ARS, le 7 mars 2013 ;

ARRETE

Article 1er : La pharmacie à Usage Intérieur du CHU de Nancy - Hôpitaux de Brabois est autorisée à assurer la préparation des chimiothérapies anticancéreuses et la reconstitution des spécialités pour chimiothérapies anticancéreuses pour le compte de l'HADAN.

Article 2 : Les chimiothérapies réalisées devront répondre au statut de reconstitutions, de préparations magistrales ou de préparations hospitalières, telles que définies dans le Code de la Santé Publique et les Bonnes Pratiques de Préparation.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale de cinq ans. Son renouvellement devra être sollicité selon les mêmes modalités que la demande initiale.

Article 4 : Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans la demande initiale devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur Général du CHU de Nancy dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens,

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité de Médicaments et des Produits de Santé,

et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine et de la Meurthe et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Décision ARS n° 2013-0111 du 25 mars 2013 autorisant Mme Laure MALLET-MISIAK à créer et à exploiter un site de commerce électronique de médicaments

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 5121-5, L. 5125-33 à L. 5125-39 et R. 5125-70 à R. 5125-74 ;

VU l'ordonnance n° 2012-1427 du 19 décembre 2012 relative au renforcement de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des médicaments sur Internet et à la lutte contre la falsification de médicaments ;

VU le décret n°2012-1562 du 31 décembre 2012 relatif au renforcement de la chaîne d'approvisionnement des médicaments et à l'encadrement de la vente de médicaments sur internet ;
VU l'ordonnance n°365459 du Juge de référés du Conseil d'Etat en date du 14 février 2013 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 1986 portant l'octroi de la licence n° 454 d'une officine de pharmacie sise à HOUEMONT (54180) 20 bis, rue du Général de Gaulle ;
VU la déclaration n° 1199 enregistrée le 30 mars 2006 pour l'exploitation sous la forme de l'« E.U.R.L. Laure MALLET » de l'officine sise 20 bis, rue du Général de Gaulle à HOUEMONT (54180), par Mme Laure MALLET, associée exploitante ;
CONSIDERANT la demande présentée par Mme MALLET-MISIAK pour la création et l'exploitation d'un site de commerce électronique de médicaments, le 20 janvier 2013, et les documents complémentaires reçus à l'Agence régionale de santé de Lorraine le 6 février 2013 ;
CONSIDERANT que l'officine sise 20 bis, rue du Général de Gaulle à HOUEMONT (54180) est effectivement ouverte au public ;
CONSIDERANT les conditions décrites pour l'exercice du commerce électronique des médicaments par l'intermédiaire du site i-pharma.fr, dans le dossier déposé par Mme Laure MALLET-MISIAK ;

DECIDE

Article 1er : Mme Laure MALLET-MISIAK est autorisée à créer et à exploiter le site de commerce électronique de médicaments « i-pharma.fr » à partir de l'officine qu'elle exploite.

Sans préjudice d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires, la présente autorisation est limitée au commerce électronique des médicaments ayant obtenu l'autorisation de mise sur le marché mentionnée à l'article L. 5121-8 du code de la santé publique ou un des enregistrements mentionnés aux articles L. 5121-13 et L. 5121-14-1 dudit code, dont la délivrance n'est pas soumise à prescription obligatoire.

Article 2 : Mme Laure MALLET-MISIAK devra se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et respecter les bonnes pratiques de dispensation des médicaments par voie électronique.

Article 3 : Mme Laure MALLET-MISIAK informera le Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Lorraine de la création du site « i-pharma.fr », dans les quinze jours suivant la notification de la présente décision.

Article 4 : Le Directeur de la performance et de la gestion du risque de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à Mme Laure MALLET-MISIAK et publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Région et des quatre préfectures de département de la Région Lorraine.

Article 5 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière - 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification pour Mme MALLET-MISIAK ou de sa publication aux recueils des actes administratifs pour les tiers.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision du 25 janvier 2013 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne - Association Cabinet D-C.I.S.I.F.E à LAXOU

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
VU la déclaration d'activité de services à la personne – assistance administrative à domicile, soutien scolaire et cours à domicile - déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 07 janvier 2013 par le Cabinet D-C.I.S.I.F.E, association Loi 1901, numéro SIRET 53391453700014, sis 19 rue de la Tarrere - 54520 LAXOU,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
CONSIDERANT,
Qu'au vu des éléments recueillis, l'Association : Cabinet D-C.E.S.I.F.E ayant pour objet le conseil, l'expertise et la formation auprès des particuliers, des administrations et des entreprises, ne respecte pas la condition d'activité exclusive,

DECIDE

Le refus d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de l'Association Cabinet D-C.I.S.I.F.E, numéro SIRET 53391453700014, sis 19 rue de la Tarrere 54520 LAXOU.

Le présent refus sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 25 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle entreprises et emploi,
Raymond DAVID

Voies de recours

La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département,
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12),
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la carrière – 54036 NANCY CEDEX).

Décision du 25 janvier 2013 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne - Monsieur DELOCHE Ludovic, auto-entrepreneur, à BAGNEUX

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
VU la déclaration d'activité de services à la personne – travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » - déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 04 janvier 2013 par Monsieur DELOCHE Ludovic, auto-entrepreneur, numéro SIRET 50912381600019, sis 24 rue de la Deuille - 54170 BAGNEUX,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
CONSIDÉRANT,
Qu'au vu des éléments recueillis, notamment sur le site Internet de l'entreprise (www.delocche-renovation.fr), l'entreprise individuelle DELOCHE Ludovic ne respecte pas la condition d'activité exclusive en proposant également comme activité : aménagement de combles, placoplâtre, plâtrerie, isolation, cloisons, faux plafond, revêtements muraux et sols,

D E C I D E

Le refus d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de Monsieur DELOCHE Ludovic, auto-entrepreneur, numéro SIRET 50912381600019, sis 24 rue de la Deuille - 54170 BAGNEUX.

Le présent refus sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 25 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle entreprises et emploi,
Raymond DAVID

Voies de recours

La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département,
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12),
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la carrière – 54036 NANCY CEDEX).

Décision d'agrément du 12 avril 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association LE MOULE A GAUFRES à PONT-SAINT-VINCENT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;
VU la demande validée par l'autorité administrative le 24 janvier 2013 présentée par Monsieur PICHON Jean-Michel – Président de l'association LE MOULE A GAUFRES – 40 rue Jean Jaurès – 54550 PONT-SAINT-VINCENT ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : L'association LE MOULE A GAUFRES - 40 rue Jean Jaurès – 54550 PONT-SAINT-VINCENT

SIRET 514 338 946 000 23 code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES**Décision du 1er mars 2013 de subdélégations en matière domaniale**

Le Préfet de département de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er : La délégation de signature qui est conférée à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, par l'article 1er de l'arrêté du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON sera exercée par M. Jean-Marie ZIMMERMANN, directeur chargé du pôle de la gestion publique et, par Mme Nathalie SAULNIER et M. Jean-Pierre BEAUX, Inspecteurs divisionnaires des finances publiques.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement, la même délégation sera exercée par Mme Valérie GUYOT, inspectrice des finances publiques, ou, à son défaut, par M. David de BEAUMONT, inspecteur des finances publiques .

Article 3 : En ce qui concerne les attributions visées sous les n° 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8 de l'article 1er de l'arrêté du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, délégation de signature est accordée aux fonctionnaires suivants :

- Mme Valérie GUYOT, inspectrice des finances publiques, dans la limite de 15 000 euros pour les prises à bail par l'État et de 150 000 euros pour les acquisitions et cessions de l'État,

- Mme Liliane FAURE, contrôleur des finances publiques, pour les bordereaux d'envoi et les demandes de renseignement,

- M. Claude MAGNETTE, agent administratif des finances publiques, pour les bordereaux d'envoi et les demandes de renseignement,

- M. Patrice JACQUEMIN, agent administratif des finances publiques, pour les bordereaux d'envoi et les demandes de renseignement.

Article 4 : En ce qui concerne les attributions visées sous les n° 7 de l'article 1er de l'arrêté du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, délégation de signature est accordée, pour les opérations n'excédant pas 150 000 €, aux fonctionnaires suivants :

- M. David de BEAUMONT, inspecteur des finances publiques,

- Mmes Cécile BILLY, Élisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD et Claudine PAULY, contrôleuses des finances publiques,

- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs des finances publiques.

Article 5 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 16 avril 2012.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques,
Noël CLAUDON

Arrêté du 1er mars 2013 portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

L'Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article R. 1212-12 ;

VU le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article 4 ;

VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 1212-9 à R. 1212-16 du code général de la propriété des personnes publiques, par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements et par l'article 4 du décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques ;

ARRETE

Article 1er : Mme Nathalie SAULNIER, inspectrice divisionnaire des Finances Publiques et Madame BURNEL Isabelle, inspectrice des Finances Publiques sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;

- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés, selon le cas, à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé, à l'article R. 1212-10 du code général de la propriété des personnes publiques ou à l'article 4 du décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 susvisé.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 16 avril 2012

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er mars 2013

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques,
Noël CLAUDON

Arrêté du 1er mars 2013 portant délégation de signature en matière de gestion et d'évaluations domaniales

L'Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles D. 1212-25, D. 2312-8, D. 3221-4, D. 3221-16, D. 3222-1 et D. 4111-9 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le décret du Président de la République du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Jean Marie ZIMMERMANN, administrateur des finances publiques, Directeur du pôle Gestion Publique, dans les conditions et limites fixées par le présent arrêté, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale, sans limitation de montant.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Mme Nathalie SAULNIER et M. Jean Pierre BEAUX, inspecteurs divisionnaires, dans les conditions et limites fixées par le présent arrêté, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale n'excédant pas 1 500 000 € pour les évaluations en valeur vénale et 300 000 € pour les évaluations en valeur locative

Article 3 : Délégation de signature est donnée à Mme Isabelle BURNEL et Mrs Thierry BRAUN, Joël KERDONCUFF, Patrick KREMER, Georges ROUSSE, inspecteurs des finances publiques, et Alain CONTE, contrôleur des finances publiques, dans les conditions et limites fixées

par le présent arrêté, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale n'excédant pas 500 000 € pour les évaluations en valeur vénale et 50 000 € pour les évaluations en valeur locative.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à Mrs Daniel ALBERT, Philippe SCHNEIDER, Jean Marc WARIS, inspecteurs des finances publiques, et Laurent DARNE, contrôleur des finances publiques, dans les conditions et limites fixées par le présent arrêté, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale n'excédant pas 800 000 € pour les évaluations en valeur vénale et 80 000 € pour les évaluations en valeur locative.

Article 5 : Délégation de signature est donnée à M. Jean Marie ZIMMERMANN, administrateur des finances publiques, Directeur du pôle Gestion Publique, M. Jean Pierre BEAUX et Mme Nathalie SAULNIER, inspecteurs divisionnaires, dans les conditions et limites fixées par le présent arrêté, à l'effet de :

1. fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
2. suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable chargé des produits domaniaux (articles R. 2331-5, R. 2331-6 et 3° de l'article R. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques).

Article 6 : En ce qui concerne les attributions visées aux numéros 1 et 2 de l'article 5 du présent arrêté, la délégation de signature conférée à M. Jean Marie ZIMMERMANN, administrateur des finances publiques, Directeur du pôle Gestion Publique, Jean Pierre BEAUX et Mme Nathalie SAULNIER, inspecteurs divisionnaires, sera exercée, en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, par Mme Valérie GUYOT, inspectrice des finances publiques.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 1er mars 2013

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques,
Noël CLAUDON

Décision du 1er mars 2013 de subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire

Le Directeur du pôle pilotage et ressources de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 et par le décret n°210-687 du 24 juin 2010 ;

VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU la décision du 13 Janvier 2010 portant nomination de M. Xavier HUMBERT à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, en qualité de responsable du pôle pilotage et ressources ;

VU l'arrêté préfectoral n°13.OSD.01 du 25 février 2013, portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT, Administrateur des finances publiques ;

DECIDE

Article 1er : En cas d'absence ou d'empêchement, les délégations qui me sont conférées par arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 25 février 2013, seront exercées par :

- Monsieur HUMBERT Jean-Luc, Administrateur des finances publiques adjoint
- Monsieur Hervé FRIDRICK, Administrateur des finances publiques adjoint
- Madame Sylvie ROMAIN, Inspecteur divisionnaire des finances publiques

Article 2 : Dans le cadre des délégations conférées par arrêté du préfet de Meurthe et Moselle en date du 25 février 2013, les agents nommés ci-dessous disposent d'une subdélégation de signature leur permettant la saisie et la validation des demandes de paiement dans CHORUS pour les opérations de dépenses et de recettes ordonnancées sur les programmes budgétaires cités dans l'arrêté préfectoral n°13.OSD.01 du 25 février 2013 :

- Messieurs Julian MULLER et Stéphane GAYRAUD, inspecteurs des finances publiques
- Mesdames Martine HOUSTLER et Fabienne MATHIOT, contrôleurs principaux des finances publiques
- Messieurs Olivier LAURENT, Fabrice JACQUINET et Franck ANTOINE, contrôleurs des finances publiques

Article 3 : La décision du 3 octobre 2012 est abrogée.

Nancy, le 1er mars 2013

L'Administrateur des finances publiques,
Xavier HUMBERT

Décision du 1er mars 2013 de délégations spéciales de signature pour le pôle pilotage ressources

L'Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la Division Gestion Ressources Humaines :

- Madame Sylvie ROMAIN, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de la gestion des ressources humaines
- Madame Chantal PETRONIO, inspecteur des finances publiques, conseiller ressources humaines

En cas d'empêchement,

- Monsieur Jean-Pierre MERCIER, Madame Céline HERVEUX, Madame Anne-Marie CAMBEFORT- JUNG contrôleurs principaux des finances publiques
- Madame Bénédicte HALLE, contrôleur des finances publiques

Formation professionnelle :

- Monsieur Ludovic MENU, inspecteur des finances publiques, responsable de la formation professionnelle et des concours

En cas d'empêchement,

- Monsieur Luc SCHEFFMANN, contrôleur principal des finances publiques

- Madame Michèle CHAUVILLE et Mme Catherine DUJON (à partir du 1er avril 2013) pour tous les actes relevant de la compétence du correspondant social

2. Pour la Division Budget, logistique et immobilier :

- Monsieur Jean-Luc HUMBERT, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage du budget, de la logistique, de l'immobilier et de l'informatique

Budget :

- Messieurs Julian MULLER et Stéphane GAYRAUD, inspecteurs des finances publiques

- Madame Martine HOUSTLER, contrôleur principal des finances publiques

- Messieurs Olivier LAURENT, Fabrice JACQUINET et Franck ANTOINE, contrôleurs des finances publiques

Immobilier – Logistique :

- Monsieur Gilles FLUCK, inspecteur des finances publiques, chef du service

- Madame Fabienne MATHIOT, contrôleur des finances publiques.

3. Pour la Division Stratégie, Contrôle de gestion, Qualité de service :

- Monsieur Hervé FRIDRICK, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de la stratégie, du contrôle de gestion et de la qualité de service

- Madame Nicole ARCIER, inspecteur des finances publiques

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1er mars 2013

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques,
Noël CLAUDON

Décision du 1er mars 2013 de délégations spéciales de signature pour le pôle gestion fiscale

L'Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;

VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la Division Fiscalité des particuliers - missions foncières et patrimoniales – amendes :

- Madame Marie Pierre NOLI, Administratrice des finances publiques adjointe, responsable de la division,

- Monsieur Elie PESAVENTO, inspecteur divisionnaire des finances publiques adjoint,

Assiette et recouvrement de la fiscalité des particuliers et missions foncières :

- Mesdames Myriam NAUMANN et Chrystelle MONGAILLARD, inspectrices des finances publiques

Recouvrement Forcé :

- Mesdames Isabelle VICHARD, Agnès BOURGON, Ghyslaine HEILI, inspectrices des finances publiques,

- Monsieur Alexandre NORMAND inspecteur des finances publiques,

- Madame Pierrette COLIN, contrôleur des finances publiques

2. Pour la Division fiscalité des professionnels – contrôle fiscal – contribution à l'audiovisuel public :

- Monsieur Claude CALDERARI, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division,

- Madame Annie LECHNER, inspectrice divisionnaire des finances publiques, adjoint au responsable en charge du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la contribution à l'audiovisuel public,

Assiette – Recouvrement

- Madame Gwenaëlle CARRIOT inspectrice des finances publiques

- Monsieur Wilfried DROUOT inspecteur des finances publiques

- Madame Sylvie ZUNINO, contrôleur des finances publiques

Contrôle Fiscal

- Mesdames Marie-Annick LEJAY, Claude SIMEURT, Francine BERGER-SCHENATO, Anne ESSER, inspectrices des finances publiques

- Madame Martine NOEL, contrôleur principal des finances publiques

Redevance

- Monsieur Guy ROUMANET, contrôleur principal des finances publiques,

- Mesdames Elizabeth BANAZIAK, et Elizabeth HELLE, contrôleurs des finances publiques

3. Pour la Division Affaires juridiques - Contentieux:

- Monsieur Yann LE SAINT, inspecteur principal des finances publiques, responsable de la division,

Rédacteurs

- Mesdames Isabelle HENRY-GAZEILLES, Myriam BERTAUD, Stéphanie CHAUMET, Maria LEONARDI Frédérique WERNERT et Bénédicte CRENN, inspectrices des finances publiques, rédactrices,

- Messieurs Christian HAJCZAK, Patrick HOUSSEMAND, Didier PUILLE, Philippe STEPLER, inspecteurs des finances publiques, rédacteurs.

En cas d'empêchement :

- Mesdames Lisette ZIEGLER, Sabine BARBOSA et M. Claude MONTIGNEAUT, contrôleurs des finances publiques.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1er mars 2013

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques,
Noël CLAUDON

Décision du 1er mars 2013 de délégations spéciales de signature pour le pôle gestion publique

L'Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la Division Collectivités locales – affaires économiques :

- Madame Nicole BENOIT, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage des collectivités locales et des affaires économiques,
- Monsieur Julian MESSIER, inspecteur des finances publiques,
- Madame Emilie HECKLER, inspecteur des finances publiques,
- Madame Claude DELINCHANT, inspecteur des finances publiques,
- Madame Christelle GAYRAUD, inspecteur des finances publiques,
- Monsieur Vincent SEYVE, inspecteur des finances publiques,
- Madame Nathalie ALBERT, inspecteur des finances publiques,

En cas d'empêchement,

- Monsieur Pascal AUBERT contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Nicole HENRY, contrôleur principal des finances publiques,
- Monsieur Fabrice ARNET, contrôleur principal des finances publiques,

Expertise économique et financière

- Monsieur Nicolas LAZZAROTTO, inspecteur des finances publiques,
- Madame Odile GAMBETTE, inspecteur des finances publiques

2. Pour la Division Comptabilité et opérations de l'Etat :

- Madame Eliane GRANIE, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage des services Comptabilité et Dépenses, Comptabilité

- Madame Catherine BOUVERESSE, inspecteur des finances publiques, chef du service comptabilité.

En cas d'empêchement :

- Monsieur Bernard LAROSE, contrôleur principal des finances publiques
- Madame Marie-France BIEHLER, Monsieur Roland LADROUE, contrôleurs des finances publiques et Monsieur Stéphane BAILLARGEAT, agent principal d'administration des finances publiques, pour la délivrance de déclarations de recettes.

Comptabilité - Recouvrement Centralisation

- Madame Maryse DE DONATO, contrôleur principal des finances publiques

Dépense

- Monsieur Vincent TOLDRE, inspecteur des finances publiques, chef du service « dépenses »

En cas d'empêchement :

- Madame Évelyne CANTENER, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Martine FROST, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Nadine THOUVIGNON, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Pascale MESBAH, contrôleur principal des finances publiques,

- Monsieur Philippe BAUER, inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe, responsable du pilotage des Dépôts et services financiers et recouvrement des produits divers.

Dépôts et services financiers

- Madame Nicole SIMONIN, inspecteur des finances publiques, chef du service dépôts et services financiers

En cas d'empêchement :

- Madame Fanny LHERITIER, inspecteur des finances publiques, responsable du Pôle Interrégional des Consignations,
- Madame Annie AUBERT, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Evelyne ROQUES, contrôleur principal des finances publiques.

Pôle interrégional des consignations PIC

- Madame Fanny LHERITIER, inspecteur des finances publiques, responsable du Pôle Interrégional des Consignations,

En cas d'empêchement :

- Madame, Nicole SIMONIN, inspecteur des finances publiques, chef du service dépôts et services financiers,
- Madame Annette KIEFFER, contrôleur principal des finances publiques,
- Monsieur Bertrand FLOC'H, contrôleur des finances publiques.

Produits divers

- Monsieur Thierry LUSQUE, inspecteur des finances publiques, chef du service recouvrement produits divers, pour l'octroi des délais de paiement, la délivrance des déclarations de recettes, la déclaration des créances au passif des procédures collectives, la signature des actes de poursuite, des demandes de renseignement, l'exercice du droit de communication visé à l'article L135X du LPF, et la signature des états annuels des certificats reçus (DC7/NOTI2)

En cas d'empêchement :

- Madame Agnès PREBAY, contrôleur des finances publiques,
- Madame Anne Marie FOOS, agent d'administration principal.

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7/NOTI2) à M. Jean OILLET, agent d'administration.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 1er mars 2013

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques,
Noël CLAUDON

Arrêté du 1er mars 2013 portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation

L'Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7) ;

VU l'article 16 du décret n° 2006-1792 du 23 décembre 2006 ;

VU le décret du Président de la République du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Mme Nathalie SAULNIER, inspectrice divisionnaire des Finances Publiques et Madame BURNEL Isabelle, inspectrice des Finances Publiques sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe et Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'Appel compétente.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 9 mai 2012

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er mars 2013

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques,
Noël CLAUDON

Arrêté du 9 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU

le code général de la propriété des personnes publiques,

le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,

la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,

la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des Finances Publiques nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,

l'arrêté préfectoral n° 2013/749 du 18 mars 2013 portant délégation de signature de M. Gilbert PAYET, Préfet du département des Vosges à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 2013/749 du 18 mars 2013 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Nathalie SAULNIER, Inspecteur divisionnaire,

- M. David de BEAUMONT, inspecteur,

- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Mme Claudine PAULY contrôleuses,

- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département des Vosges et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 9 avril 2013

Pour le Préfet du département des Vosges et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 9 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU

le code général de la propriété des personnes publiques,

le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,

la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,

la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général de Finances Publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe et Moselle,

l'arrêté préfectoral n° 2012-2382 du 1er octobre 2012 portant délégation de signature de Mme Isabelle DILHAC, Préfète du département de la Meuse à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 2012-2382 du 1er octobre 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Nathalie SAULNIER, Inspecteur divisionnaire,

- M. David de BEAUMONT, inspecteur,

- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Claudine PAULY, contrôleuses,

- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : La Préfète du département de la Meuse et le Directeur départemental des finances publiques de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 9 avril 2013

Pour la Préfète du département de la Meuse et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 9 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral DCTAJ n°12-A-84 du 25 juin 2012 portant délégation de signature de M. Nacer MEDDAH, Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Zone de Défense Est, Préfet du département de la Moselle, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral DCTAJ n°12-A-84 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Nathalie SAULNIER, Inspecteur divisionnaire,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Claudine PAULY, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département de la Moselle et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Mme le Directeur départemental.

Nancy, le 9 avril 2013

Pour le Préfet du département de la Moselle et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 9 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral n° 2012240-0048 du 27 août 2012 portant délégation de signature de M. Jean-Robert LOPEZ, Préfet du Territoire de Belfort, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 201214460003 du 23 mai 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Nathalie SAULNIER, Inspecteur divisionnaire,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Claudine PAULY, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du Territoire de Belfort et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 9 avril 2013

Pour le Préfet du Territoire de Belfort et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 12 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques de la Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral n°12.BI.22 du 12 avril 2012 portant délégation de signature de M. Raphaël BARTOLT, Préfet du département de la Meurthe et Moselle, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 12.BI.22 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Nathalie SAULNIER, Inspecteur divisionnaire,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Claudine PAULY, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département de la Meurthe et Moselle et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 12 avril 2013

Pour le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 12 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU

le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral n°1587 du 25 juin 2012 portant délégation de signature de M. Jean-Paul CELET, Préfet du département de la Haute-Marne à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n°1587 du 25 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Nathalie SAULNIER, Inspecteur divisionnaire,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Claudine PAULY, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département de la Haute-Marne et le Directeur départemental des finances publiques de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental .

Nancy, le 12 avril 2013

Pour le Préfet du département de la Haute-Marne et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 12 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU

le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des Finances Publiques nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral SML-I-622012 N°952 du 8 juin 2012 portant délégation de signature de M. Arnaud COCHET, Préfet du département de la Haute-Saône à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral SML-I-622012 N°952 du 8 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Nathalie SAULNIER, Inspecteur divisionnaire,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Claudine PAULY, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département de la Haute-Saône et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 12 avril 2013

Pour le Préfet du département de la Haute-Saône et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 12 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe et Moselle à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral n° 2013 049-0045 du 18 février 2013 portant délégation de signature de M. Vincent BOUVIER, Préfet du département du Haut-Rhin à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 2013 049-0045 du 18 février 2013 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Nathalie SAULNIER, Inspecteur divisionnaire,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Claudine PAULY, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département du Haut-Rhin et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 12 avril 2013

Pour le Préfet du département du Haut-Rhin et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 12 avril 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de la Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2012 portant délégation de signature de M. Stéphane BOUILLON, Préfet du département du Bas-Rhin, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Nathalie SAULNIER, Inspecteur divisionnaire,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Claudine PAULY, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département du Bas-Rhin et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 12 avril 2013

Pour le Préfet du département du Bas-Rhin et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE****Décision 2013/DDT54/AFC/n° 046 du 2 avril 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à COINCOURT et BEZANGE-LA-PETITE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3454**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations »
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/01/2013 par l'EARL du PRIEURE (Monsieur Madame RICHARD Christian et Edith) à XURES concernant 7,59 ha situés à COINCOURT et BEZANGE LA PETITE(57) ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14 février 2013 sur la demande précitée,
VU l'avis favorable du préfet de la Moselle suite aux délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole de la Moselle réunie le 14 mars 2013 ,

DECIDE

Article 1er : L'EARL du PRIEURE, composé de Monsieur Madame RICHARD Christian et Edith, est autorisé à exploiter 7,59 ha (COINCOURT parcelles ZN 015 - ZP 042 – BEZANGE LA PETITE(57) 06 010) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du PRIEURE (Monsieur Madame RICHARD Christian et Edith).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur Madame RICHARD Christian et Edith, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de COINCOURT pour affichage.

Nancy, le 2 avril 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche.*

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- *Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.*

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/125 du 26 mars 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de BOISMONT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 03 octobre 1983 portant institution de l'association foncière de BOISMONT ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de BOISMONT, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 14 mars 2013 du président de l'association foncière de BOISMONT ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de BOISMONT sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de BOISMONT.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de BOISMONT ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 26 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2013/N° 140 du 22 mars 2013 portant rectification du périmètre de remembrement de la propriété foncière de GELACOURT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code rural - Livre 1er (nouveau) - Titre II relatif à l'aménagement foncier rural ;

VU la loi n° 93-24 du 08 Janvier 1993 ;

VU la loi n° 92-1283 du 11 Décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement de la propriété foncière de GELACOURT en date du 09/12/2003 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDERANT

- que l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement de la propriété foncière de GELACOURT fixe également le périmètre de cette opération ;
- que suite à une erreur matérielle, une parcelle cadastrale (section A n°350) a été incluse à tort dans la liste figurant à l'article 2 de l'arrêté sus mentionné, alors qu'elle ne figurait pas sur le plan périmètre de remembrement passé à enquête publique ;
- qu'en outre, quatre parcelles cadastrales (section B1 n° 809-810-811-812) n'ont pas été intégrées dans la liste figurant à l'article 2 de l'arrêté sus mentionné, alors qu'elles étaient incluses dans le périmètre de remembrement passé à l'enquête publique ;
- que la totalité de la procédure de remembrement sur le territoire de GELACOURT a été menée comme si la parcelle section A n°350 était effectivement exclue du périmètre des opérations, et comme si les parcelles section B1 n° 809-810-811-812 étaient effectivement incluses dans le périmètre des opérations ; notamment, les propriétaires des parcelles section B1 n° 809-810-811-812 ont été régulièrement associés aux opérations ;
- que la clôture des opérations étant imminente, il y a lieu de rectifier l'article 2 de l'arrêté sus mentionné et de mettre en concordance la liste des parcelles incluses dans le périmètre de remembrement ;

ARRETE

Article 1er : La liste établie à l'article 2 de l'arrêté 03/444/DDAF/REMBT du 09/12/2003 ordonnant le remembrement de la propriété foncière de GELACOURT est rectifiée comme suit :

Parcelle cadastrale à exclure de la liste :

- Territoire de GELACOURT : section A n°350

Parcelles cadastrales à inclure dans la liste :

- Territoire de GELACOURT : section B1 n° 809-810-811-812

Article 2 : Les autres dispositions de l'arrêté 03/444/DDAF/REMBT du 09/12/2003 ordonnant le remembrement de la propriété foncière de GELACOURT restent inchangées.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, les maires de GELACOURT, AZERAILLES et BROUVILLE, le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée :

Au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; au président du conseil général, au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 22 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/151 du 28 mars 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de MANONVILLER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 septembre 1996 portant institution de l'association foncière de MANONVILLER ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de MANONVILLER, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 21 mars 2013 du président de l'association foncière de MANONVILLER ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de MANONVILLER sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de MANONVILLER.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de MANONVILLER ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 28 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/158 du 28 mars 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de VANDELEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 mars 2013 portant délégation de signature à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 janvier 2001 portant institution de l'association foncière de VANDELEVILLE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de VANDELEVILLE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée, en date du 14 janvier 2013, au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de VANDELEVILLE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de VANDELEVILLE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de VANDELEVILLE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 28 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Eric MEYNARD

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Aménagement foncier/N° 163 du 4 avril 2013 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de GELACOURT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Rural – Livre 1er (nouveau) – Titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural ;
VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 211-1 ;
VU la Loi n° 93-24 du 08/01/1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;
VU le décret n° 92.1290 du 11/12/1992 pris pour l'application de la Loi n° 92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;
VU le décret n° 95.88 du 27/01/1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;
VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29/03/1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03/01/1992 sur l'Eau ;
VU le décret du 21/04/2000 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement à 2x2 voies de la Route Nationale 59 entre Saint Clément et Azerailles, publié au Journal Officiel du 29/04/2000 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 09/12/2003 ordonnant le remembrement de la propriété foncière de Gélacourt et déterminant le périmètre de cette opération ;
VU l'arrêté préfectoral rectificatif du 22 Mars 2013 portant rectificatif de la liste des parcelles incluses dans le périmètre de remembrement ;
VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 07/10/2011 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections suivantes :

Territoire de la commune de GELACOURT
- Sections ZE – ZH – ZI – ZK
Territoire de la commune de AZERAILLES
- Section YA
Territoire de la commune de BROUVILLE
- Section ZB

Article 2 : Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de GELACOURT le 16 Avril 2013.

A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de LUNEVILLE le Procès-Verbal de remembrement.

Article 3 : L'association foncière et les communes de GELACOURT, AZERAILLES et BROUVILLE sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Pour la réalisation des travaux hydrauliques, les prescriptions suivantes auront à être respectées :

Tous les travaux d'entretien des cours d'eau seront réalisés conformément aux termes de l'article L. 215-14 du code de l'environnement : enlèvement des embâcles flottants ou non (dessouchage des arbres et arbustes situés dans le lit mineur), élagage ou recepage de la végétation des rives. Tout obstacle gênant l'écoulement des eaux sera enlevé mais la ripisylve existante sur les rives sera maintenue.

Les travaux d'entretien des différents ruisseaux seront guidés par l'agent de l'ONEMA en charge du secteur, qu'il conviendra d'avertir au préalable.

Des ouvrages de franchissement de cours d'eau seront créés. Les ponts seront positionnés au minimum à 10 mètres de tout méandre, afin de ne pas créer de futures érosions de berges. Le positionnement longitudinal de ces ouvrages (pente et calage du coursier) devra être adapté de façon à garantir la continuité écologique ; pour cela, le radier devra être situé à environ 30 cm au-dessous du fond du lit du cours d'eau et être recouvert d'un substrat de même nature que celui-ci. De plus, un aménagement d'un lit d'étiage de façon à garantir une lame d'eau suffisante à l'étiage devra être réalisé.

Durant les travaux d'entretien de cours d'eau et notamment de création d'ouvrages de franchissement de cours d'eau et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
 - * par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
 - * par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers ;

- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire ;
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille ou tout autre moyen est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité.

Le service police de l'eau de la DDT de Meurthe-et-Moselle et l'ONEMA devront être prévenus au minimum quinze jours avant tout commencement de travaux, et avant chaque réunion de chantier.

Le présent arrêté sera diffusé à l'entreprise mandatée pour la réalisation des travaux, le maître d'ouvrage lui fera signer un récépissé d'accomplissement de cette formalité.

Dans les trois mois après l'achèvement du chantier, le maître d'ouvrage transmettra au service police de l'eau le compte-rendu de chantier des travaux de traversée et le plan de récolement des travaux réalisés.

Article 4 : Le présent arrêté peut être déferé, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lunéville, le maire de Gélacourt, le maire de Azerailles, le maire de Brouville ; le colonel du groupement de gendarmerie ; le président de l'association foncière de remembrement de Gélacourt, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

- au directeur départemental des finances publiques, au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté 2013/DDT54/AFC/168 du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, notamment les articles R-313-1 et suivants ;

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 08 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2006-665 du 07 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 04 septembre 2009 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 février 2013 fixant la liste des organisations syndicales du département de Meurthe-et-Moselle répondant aux critères des décrets n° 90-187 du 28 février 1990 et n° 2000-139 du 16 février 2000 ;

VU la consultation des organismes membres de la commission en date du 18 décembre 2012 et du 18 février 2013 ;

VU les propositions de la chambre de commerce et de l'industrie de Meurthe-et-Moselle en date du 28 décembre 2012 ;

VU les propositions du centre régional de la propriété forestière en date du 14 janvier 2013 ;

VU les propositions de la chambre de métiers et de l'artisanat en date du 08 février 2013 ;

VU les propositions du centre technique des organisations de consommateurs en date du 18 février 2013 ;

VU les propositions de la confédération paysanne de Meurthe-et-Moselle en date du 06 mars 2013 ;

VU les propositions de l'AIAL – ENSAIAA en date du 07 mars 2013 ;

VU les propositions de la fédération départementale des coopératives agricoles en date du 11 mars 2013 ;

VU les propositions de la fédération de la chasse de Meurthe-et-Moselle en date du 12 mars 2013 ;

VU les propositions de la coordination rurale Alsace-Lorraine en date du 12 mars 2013 ;

VU les propositions de la fédération départementale des syndicats d'exploitations agricoles et des jeunes agriculteurs de Meurthe-et-Moselle en date du 13 mars 2013 ;

VU les propositions de la propriété privée rurale de Meurthe-et-Moselle en date du 14 mars 2013 ;

VU les propositions de la fédération bancaire française en date du 20 mars 2013 ;

VU les propositions du conservatoire d'espaces naturels de Lorraine en date du 21 mars 2013 ;

VU les propositions de la mutualité sociale agricole en date du 22 mars 2013 ;

VU les propositions de l'organisation syndicale des salariés des exploitations agricoles la plus représentative en date du 27 mars 2013 ;

VU les propositions de la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle en date du 28 mars 2013 ;

VU les propositions du syndicat des fermiers et métayers en date du 02 avril 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle, est composée ainsi qu'il suit :

- Monsieur le préfet ou son représentant : président
- Monsieur le président du conseil régional ou son représentant
- Monsieur le président du conseil général ou son représentant
- Monsieur le directeur départemental des territoires ou son représentant
- Monsieur le directeur des finances publiques ou son représentant
- Monsieur le président de la mutualité sociale agricole ou son représentant

Au titre d'établissement public de coopération intercommunale

- M. Olivier JACQUIN – LIMEY

Au titre de la chambre d'agriculture

Titulaires : - M. Nicolas PETITJEAN - LARONXE

- M. Stéphane PEULTIER - PIERREVILLE

- M. Denis PIARD – LANEUVEVILLE DEVANT NANCY

(au titre des sociétés coopératives agricoles)

Suppléants : - M. Michel MAGRON - ANCERVILLER

- Mme Vanessa MONIN - VITRIMONT

- Mme Sylvie KIPPEURT - GONDREXON

- M. Ludovic LOUIS - MOYEN
- M. Frédéric HOUIN – MANDRES AUX QUATRE TOURS
- M. Laurent HASSOUX - GYE

Au titre des activités de transformation des produits de l'agriculture

Entreprises agro alimentaires non coopératives

Titulaire : - M. Raymond FRENOT – MANONCOURT EN WOEVRE

Suppléants : - Mme Vanessa SAYS– VANDOEUVRE LES NANCY

- M. Gérard HUSSON - LAXOU

Coopératives agricoles

Titulaire : - M. Christophe MERCIER – SAINT GERMAIN

Suppléants : - M. Dominique HIRTZBERGER - MANCE

- M. Bruno COLIN - BARBAS

Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées

Titulaire : - M. Christian RENAUDIN - DOMPRIX

Suppléants : - M. Laurent PAQUIN – NORROY LE SEC

- M. Laurent PIERCON - BASLIEUX

Titulaire : - M. Jean-Philippe THOMASSIN - BENNEY

Suppléants : - M. Etienne VUILLEMN - CROISMARE

- M. Cédric MANGENOT – SEXEY LES BOIS

Titulaire : - Melle Sophie LEHE – DOMEVRE SUR VEZOUZE

Suppléants : - M. René LALLEMAND – MURVILLE

- M. Daniel PERRIN - FRAIMBOIS

Titulaire : - M. Jérémy JENNESON - LIRONVILLE

Suppléants : - M. Joël SIDOT - FLIREY

- M. Mickaël THUOT - VAUCOURT

Titulaire : - M. Romain HERIAT - BREMONCOURT

Suppléants : - M. Jean-François RICHARD - MORFONTAINE

- M. Florian THOUVENIN - DEUXVILLE

Titulaire : - Mme Martine HELLE - MERVILLER

Suppléants : - M. Fabrice DECKER - MONTIGNY

- M. Jean-Marc CHONE - BRIEY

Titulaire : - M. Pascal DESHAYES – VILLE SUR YRON

Suppléants : - M. Pierrick LEFEBVRE - SPONVILLE

- M. Gilles KASCHINSKI - FRIAUVILLE

Titulaire : - M. Christian BARBIER - PUXE

Suppléants : - Mme Sonia RIGOT - GONDREXON

- M. Robert THOMAS – FRANCONVILLE

Au titre des personnes qualifiées

Titulaires : - M. Louis CHRETIEN – TREMBLECOURT

- M. le Directeur du Lycée Agricole de PIXERECOURT

Au titre du financement de l'agriculture

Titulaire : - M. Régis HENRY - AUTREPIERRE

Suppléants : - M. Laurent MISSET - HOUEMONT

- M. Gérard HYPOLITE - HATRIZE

Au titre des fermiers et métayers

Titulaire : - M. Eric GILLARDIN – VILLERS LE ROND

Suppléants : - M. Jean-Marc REIGNIER – ART SUR MEURTHE

- Mme Bérengère VUILLEMIN - CROISMARE

Au titre des propriétaires agricoles

Titulaire : - M. Denis POINSIGNON – BOUXIERES AUX CHENES

Suppléants : - M. Jean-Pierre QUENETTE - TANTONVILLE

- M. Jean-Luc RENAUDIN – REMEREVILLE

Au titre de la propriété forestière

Titulaire : - Mme Marie Alix de SARS – BIONVILLE

Suppléant : - M. Jean-Luc CREMEL - FREMONVILLE

Au titre de l'organisation syndicale des salariés des exploitations agricoles la plus représentative

Titulaire : - M. Michel VIOLET – ART SUR MEURTHE

Suppléants : - Mme Jacqueline GIET - DOLCOURT

- M. Hervé GERARD – MARAINVILLER

Au titre de la distribution des produits agroalimentaires

Distribution en général

Titulaire : - M. Pascal CARRERAS – VANDOEUVRE LES NANCY

Suppléant : - M. Olivier SIMON - NANCY

Commerce indépendant

Titulaire : - Mme Marie de METZ-NOBLAT - NANCY

Suppléant : - M. Gille ROUX - NANCY

Au titre de d'associations agréées pour la protection de l'environnement

Titulaire : - M. Bruno HECKENBENNER - LANEUVELOTTÉ

Suppléants : - M. Roméo RIEDER - MAXEVILLE

Titulaire : - M. Alain SALVI – SARREBOURG

Suppléants : - M. Damien AUMAITRE - SARREBOURG

- Mme Véronique CORSYN - SARREBOURG

Au titre de l'artisanat

Titulaire : - M. Francis COLIN - FREMONVILLE

Suppléants : - M. Francis CHRETIEN – TOUL

- M. François PETITJEAN - CEINTREY

Au titre des consommateurs

Titulaire : - M. Michel FOLLEY – VILLERS LES NANCY

Article 2 : Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif :

- M. le Directeur de la FDSEA ou son représentant

- M. le Directeur de la chambre d'agriculture ou son représentant
- M. le Directeur de la SAFER Lorraine ou son représentant
- Le représentant de la Banque Populaire de Lorraine et de Champagne - METZ
- Le représentant du Crédit Mutuel – METZ
- Le représentant du Crédit Agricole de Lorraine - LAXOU
- Le représentant de la CIC EST – NANCY
- Le représentant ADHEO 109 – LAXOU

Le président peut appeler à participer aux travaux de la CDOA, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

Article 3 : Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale des territoires.

Article 4 : La durée du mandat des membres, qui ne sont pas désignés es qualité, est de trois ans renouvelable à compter de leur nomination. Lorsque, au cours de son mandat, un membre décède ou démissionne, ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Article 5 : Annule l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle et ses arrêtés modificatifs.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 avril 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Arrêté du 26 mars 2013 portant approbation de la modification du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) du secteur de JARNY sur les communes de CONFLANS-EN-JARNISY, GIRAUMONT, HATRIZE, JARNY et LABRY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 à R. 562-10-2 ;

VU le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des PPRN ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 mars 2011 approuvant le PPRM du secteur de Jarny sur les communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatriz, Jarny et Labry ;

VU les études des aléas miniers réalisées par Géodéris ;

VU la réforme de la surface de plancher introduite par le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 août 2012 prescrivant la modification du PPRM du secteur de Jarny sur les communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatriz, Jarny et Labry ;

VU la concertation finalisée par la clôture des registres d'enquête le 19 novembre 2012 pour Conflans-en-Jarnisy, le 3 novembre 2012 pour Giraumont, le 6 novembre 2012 pour Hatriz, le 11 novembre 2012 pour Jarny et le 29 octobre 2012 pour Labry ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental des Territoires ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvé sur le secteur de Jarny sur les communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatriz, Jarny et Labry. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes sus-visées pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans les mairies des communes sus-visée, à la Direction Départementale des Territoires, à la Sous-Préfecture de Briey et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat, les maires des communes sus-visées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

- M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile.

Nancy, le 26 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 26 mars 2013 portant approbation de la modification du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) sur les communes de HUSSIGNY-GODBRANGE et THIL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 à R. 562-10-2 ;

VU le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des PPRN ;

VU l'arrêté préfectoral du 03 décembre 2010 approuvant le PPRM des communes de Hussigny-Godbrange et Thil ;

VU les études des aléas miniers réalisées par Géodéris ;

VU la réforme de la surface de plancher introduite par le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 août 2012 prescrivant la modification du PPRM sur les communes de Hussigny-Godbrange et Thil ;

VU la concertation finalisée par la clôture des registres d'enquête le 05 novembre 2012 pour Hussigny-Godbrange et le 12 novembre 2012 pour la commune de Thil ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental des Territoires ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvé sur le territoire des communes de Hussigny-Godbrange et Thil. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes sus-visées pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans la mairie de la commune sus-visée, à la Direction Départementale des Territoires, à la Sous-Préfecture de Briey et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat, le maire de la commune sus-visées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

- M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile.

Nancy, le 26 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 26 mars 2013 prescrivant l'opposabilité immédiate de la révision du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) du secteur de TRIEUX sur le territoire de la commune de SANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 à R. 562-10-2 ;

VU le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des PPRN ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2010 approuvant le PPRM du secteur de Trieux sur les communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Sancy et Trieux ;

VU les études des aléas miniers réalisées par Géodéris ;

VU la réforme de la surface de plancher introduite par le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 août 2012 prescrivant la révision du plan de prévention des risques miniers sur le secteur de Trieux sur le territoire de la commune de Sancy ;

VU l'avis de M. le Maire de Sancy ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental des Territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de révision du plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M.), est prescrite sur le territoire de la commune de Sancy. Le règlement, ses annexes et le plan des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2 : Les risques pris en compte au titre du présent PPRM sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 : Les dispositions du projet de révision du P.P.R.M. cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié :

- au maire de la commune concernée.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché en mairie pendant au moins un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine et le maire de Sancy sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 26 mars 2013 portant approbation de la modification du plan de prévention des risques miniers (PPRM) de la commune de VILLERUPT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 à R. 562-10-2 ;

VU le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des PPRN ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2011 approuvant le PPRM de la commune de Villerupt ;

VU les études des aléas miniers réalisées par Géodéris ;

VU la réforme de la surface de plancher introduite par le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 août 2012 prescrivant la modification du PPRM de la commune de Villerupt ;

VU la concertation finalisée par la clôture du registre d'enquête le 12 novembre 2012 ;
VU le rapport de M. le Directeur Départemental des Territoires ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvé sur la commune de Villerupt. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché dans la mairie de la commune sus-visée pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans la mairie de la commune sus-visée, à la Direction Départementale des Territoires, à la Sous-Préfecture de Briey et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat, le maire de la commune sus-visées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

- M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile.

Nancy, le 26 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

HABITAT ET CONSTRUCTIONS DURABLES**Arrêté n° 2013/DDT/HCD/04 du 15 avril 2013 portant renouvellement de la Commission locale d'amélioration de l'habitat de Meurthe-et-Moselle (hors délégataires)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment son article R. 321-10 ;
VU la proposition de l'Association Départementale d'Information sur le Logement (ADIL 54) du 28 février 2013 ;
VU la proposition de la Confédération Nationale du Logement (CNL) du 1er mars 2013 ;
VU la proposition de l'Union d'Economie Sociale pour le Logement (UESL) du 8 mars 2013 ;
VU la proposition du Conseil Régional de l'Ordre des Architectes du 26 mars 2013 ;
VU la proposition de l'Union Nationale de la Propriété immobilière (UNPI 54-55-88) du 4 avril 2013 ;

ARRETE

Article 1er : La commission locale d'amélioration de l'habitat de Meurthe et Moselle (hors délégataires) est constituée ainsi qu'il suit :

1. Membres de droit :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, Délégué de l'Agence, Président ou son représentant

- Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques ou son représentant

2. Membres nommés pour trois ans à compter de la date du présent arrêté :

2.1. *en qualité de représentant des propriétaires*

Membre titulaire :

- Monsieur Gilles AUBERT, Union Nationale de la Propriété Immobilière – domicilié 5 avenue du général De Gaulle – 54210 SAINT NICOLAS DE PORT

Membres suppléants :

- Madame Anne-Marie MERLIN, Union Nationale de la Propriété Immobilière – domiciliée 5 rue du Manège - 54000 NANCY

- Monsieur Jacky DAL LAGO, Union Nationale de la Propriété Immobilière - domicilié 4 rue Raymond Poincaré - 54000 NANCY

2.2. *en qualité de représentant des locataires*

Membre titulaire :

- Madame Gilberte PARODI, Confédération Nationale du Logement - domiciliée 6 rue Paul Briquel - 54300 LUNEVILLE

Membre suppléant :

- Monsieur Denis VALLINETTI, Confédération Nationale du Logement - domicilié 29 clos des Gravières - 54700 BLENOD LES PONT-A-MOUSSON

2.3. *en qualité de personne qualifiée pour ses compétences dans le domaine du logement*

Membre titulaire :

- Monsieur Bertrand SENOT, Architecte - domicilié 8 bld du 26e régiment d'infanterie – 54000 NANCY

Membre suppléant :

- Monsieur Giovanni SERAFINO, architecte – domicilié 10 place de la République – 54610 NOMENY

2.4. *en qualité de personne qualifiée pour ses compétences dans le domaine social*

Membre titulaire :

- Madame Stéphanie DELAVAL, directrice de l'Association Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) - domiciliée 48 rue du sergent Blandan – 54000 NANCY

Membre suppléant :

- Madame Sylvie LE BOTMEL, juriste à l'ADIL - domiciliée 48 rue du sergent Blandan - 54000 NANCY

2.5. *en qualité de représentants des associés collecteurs de l'Union d'économie sociale pour le logement*

Membres titulaires :

- Madame Myriam DUCARME, responsable de Région Grand Est d'ALIANCE 1 % Logement – domiciliée 15 avenue de la Forêt de Haye – BP 50140 – 54504 VANDOEUVRE Cedex

- Madame Florence GLANOIS-ROLLAND, Directrice Territoriale Est de CILGERE – domiciliée 1 place Carnot – 54000 NANCY

Membres suppléants :

- Madame Michèle PRUDHOMME, responsable locatif Grand Est d'ALIANCE 1 % Logement – domiciliée 15 avenue de la Forêt de Haye – BP 50140 – 54504 VANDOEUVRE Cedex

- Monsieur Jean-François MOES, Responsable Relations Entreprises de CILGERE – Direction Est - domicilié 1 place Carnot – 54000 NANCY

Article 2 : La durée du mandat des membres de la CLAH est fixé à trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Ce mandat est renouvelable dans les conditions fixées à l'article R.321-10 du code de la construction et de l'habitation.

Article 3 : L'arrêté n° 2010/DDT/HAB/03 du 15 mars 2010 et l'arrêté n° 2012/DDT/HAB/03 du 26 avril 2012 modifiant la composition initiale sont abrogés.

Article 4 : Le présent arrêté entre en application à compter de sa signature.

Article 5 : Le délégué de l'Agence dans le département est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 avril 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT

Arrêté n° 11/DDCS en date du 5 avril 2013 portant agrément des associations jeunesse et éducation populaire

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi n° 2001.624 du 17/07/2001 Art. 8,

VU le décret n° 2002.571 du 22/04/2002 Art. 6,

VU le décret n° 2006-665 du 07/06/2006,

VU le décret n° 2006-672 du 08/06/2006,

VU l'arrêté préfectoral du 16/10/2006 portant création du Conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative et des formations spécialisées,

VU l'avis émis par la formation spécialisée «agrément jeunesse et éducation populaire»,

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.46 du 18 septembre 2012 accordant signature à Madame Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale,

SUR proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Les associations désignées ci-dessous et domiciliées dans le département de Meurthe-et-Moselle sont agréées comme associations de Jeunesse et d'Education Populaire et sont affectées des numéros d'agrément suivants :

ASSOCIATION PASSION - n° 54-2510

17 rue de Gerbeviller

54000 NANCY

Article 2 : La Directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
Sabine DUBOIS LE PAN

AUTRES SERVICES

RESEAU FERRE DE FRANCE

Décision du 26 mars 2013 prononçant le déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain sis à CHALIGNY (Meurthe-et-Moselle)

Réf. RFF : 20130045

Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le Président du Conseil d'Administration,

VU le code des transports,

VU la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " Réseau Ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1 ;

VU le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;

VU le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

VU le décret du 19 décembre 2012 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

VU la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

VU la décision du 17 avril 2012 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;

VU la décision du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoirs au Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne, modifiée par les décisions du 11 juillet 2011, du 2 janvier 2012 et du 3 janvier 2012 ;

VU la décision du 23 novembre 2012 portant nomination de Monsieur Thomas ALLARY en qualité de Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne, à compter du 3 décembre 2012 ;

VU la décision du 3 décembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Bertrand WAHL en qualité de Chef du Service de l'Aménagement et Patrimoine ;

CONSIDÉRANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public ;

DECIDE

Article 1er : Le terrain sis à CHALIGNY (Meurthe-et-Moselle) tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1) est déclassé du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
CHALIGNY	HAUTONCHAMP	AE	1341	2833
			TOTAL	2833

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de Chaligny et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).
Strasbourg, le 26 mars 2013

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne,
Thomas ALLARY
Par délégation,
Le chef du Service Aménagement et Patrimoine,
Bertrand WAHL

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg - 27, Rue du Vieux Marché aux Vins 67000 STRASBOURG.

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES

Délégation de signature 2013-04-02 du 2 avril 2013

Monsieur Bernard DUPONT, Directeur général, Président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation principale à Madame Michèle LABRUDE, Pharmacien-Chef, pour l'engagement et la liquidation des dépenses pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la pharmacie.

Une délégation secondaire est donnée à :

- Madame Nathalie COMMUN, Pharmacien,
- Madame Annie PERRIN, Pharmacien,
- Madame Françoise RAFFY, Pharmacien.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Article 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour chaque titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 3 : Chaque titulaire de la présente délégation a l'entière responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 avril 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Michèle LABRUDE
- Nathalie COMMUN
- Annie PERRIN
- Françoise RAFFY

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

Avis d'appel à projets médico-sociaux en date du 16 avril 2013 pour la création de nouvelles places de CADA

Compétence de la préfecture de département

La France connaît depuis l'année 2008 une augmentation importante de son flux de primo-arrivants demandeurs d'asile, qui fait peser une forte pression sur le dispositif national d'accueil existant, et ce sur l'ensemble du territoire.

Dans ce contexte, et afin de soutenir les efforts de tous les acteurs impliqués dans le pilotage et la gestion de l'hébergement des demandeurs d'asile, le ministre de l'intérieur a décidé de créer 4 000 places supplémentaires en centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) au niveau national entre le 1er juillet 2013 et le deuxième semestre 2014.

Dans ce cadre, 2 000 places de CADA seront créées au 1er juillet 2013, 1 000 places supplémentaires devant être ouvertes au 1er décembre 2013, et les 1 000 places suivantes au deuxième semestre de 2014.

Le présent appel à projets vise à sélectionner des projets d'ouverture de places de CADA dans le département de la Meurthe-et-Moselle qui seront présentés au ministère de l'intérieur en vue de la sélection finale des 1 000 nouvelles places au 1er décembre 2013.

Clôture de l'appel à projets : le 15 juin 2013

1 – Qualité et adresse de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation :

Monsieur le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle
1, rue Préfet Claude Erignac
C.O. 60031
54038 NANCY CEDEX

conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 c) du code de l'action sociale et des familles (CASF).

2 – Contenu du projet et objectifs poursuivis :

L'appel à projets porte sur la création de nouvelles places de CADA dans le département de la Meurthe-et-Moselle.

Les CADA relèvent de la XIIIème catégorie d'établissements et services médico-sociaux énumérés à l'article L. 312-1-I du CASF.

3 – Cahier des charges :

Le cahier des charges de l'appel à projets fait l'objet de l'annexe 3 du présent avis.

Il pourra également être adressé par courrier ou par messagerie, sur simple demande écrite formulée auprès de la
Direction Départementale de la Cohésion sociale
Service Solidarité Insertion
4 rue du Général Drouot
CS 70708
54064 NANCY CEDEX

4 – Modalités d'instruction des projets et critères de sélection :

Les projets seront analysés par un (ou des) instructeur(s) désigné(s) par le Préfet de département.

Les dossiers parvenus ou déposés après la date limite de dépôt des dossiers ne seront pas recevables (le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt faisant foi).

La vérification des dossiers reçus dans la période de dépôt se fait selon deux étapes :

- vérification de la régularité administrative et de la complétude du dossier, conformément à l'article R. 313-5-1 -1er alinéa du CASF ; le cas échéant, il peut être demandé aux candidats de compléter le dossier de candidature pour les informations administratives prévues à l'article R. 313-4-3 1° du CASF dans un délai de 8 jours.
- les dossiers reçus complets à la date de clôture de la période de dépôt et ceux qui auront été complétés dans le délai indiqué ci-dessus seront analysés sur le fond du projet en fonction des critères de sélection et de notation des projets dont la liste est jointe en annexe 5 du présent avis.

A ce stade, l'instruction des dossiers prévue à l'article R. 313-6-3° du CASF ne sera pas engagée conformément à l'article R. 313-6-3° du CASF.

Le (ou les) instructeur(s) établira(ont) un compte rendu d'instruction motivé sur chacun des projets qu'il(s) présentera(ont) à la commission de sélection d'appel à projets. Sur la demande du président de la commission, le (ou les) instructeur(s) pourra(ont) proposer un classement des projets selon les critères de sélection prévus pour l'appel à projets.

La commission de sélection d'appel à projets sera constituée par le Préfet de département, conformément aux dispositions de l'article R. 313-1 du CASF, et sera publiée au RAA de la Préfecture de département.

La liste des projets classés est publiée au RAA de la Préfecture de département.

Cette liste sera transmise par le Préfet de département au Préfet de région, qui l'adressera au ministère de l'intérieur (secrétariat général à l'immigration et à l'intégration) : sur le fondement de l'ensemble des listes départementales réceptionnées, le ministère de l'intérieur opérera alors la sélection des 1 000 nouvelles places de CADA.

Pour chaque projet retenu, la décision d'autorisation du Préfet de département sera publiée selon les mêmes modalités que ci-dessus ; elle sera notifiée au candidat retenu par lettre recommandée avec avis de réception et elle sera notifiée individuellement aux autres candidats.

5 – Modalités de transmission du dossier du candidat :

Chaque candidat devra adresser, en une seule fois, un dossier de candidature par courrier recommandé avec demande d'avis de réception au plus tard pour le 15 juin 2013, le cachet de la poste faisant foi.

Le dossier sera constitué de :

* 2 exemplaires en version "papier" ;

* 1 exemplaire en version dématérialisée (dossier enregistré sur clef USB).

Le dossier de candidature (version papier et version dématérialisée) devra être adressé à :

Direction Départementale de la Cohésion sociale
Service Solidarité Insertion
4 rue du Général Drouot
CS 70708
54064 NANCY CEDEX

Il pourra être déposé contre récépissé à la même adresse et dans les mêmes délais à :

Direction Départementale de la Cohésion sociale
Service Solidarité Insertion
4 rue du Général Drouot
CS 70708
54064 NANCY CEDEX

De 9h00 à 11h45 et de 13h30 à 16h15

Qu'il soit envoyé ou déposé, le dossier de candidature sera inséré dans une enveloppe cachetée portant la mention "NE PAS OUVRIR " et "Appel à projets " qui comprendra deux sous-enveloppes :

- une sous-enveloppe portant la mention "Appel à projets 2013 candidature" ;
- une sous-enveloppe portant la mention "Appel à projets 2013 projet".

Dès la publication du présent avis, les candidats sont invités à faire part de leur déclaration de candidature, en précisant leurs coordonnées.

6 – Composition du dossier :

6-1 – Concernant la candidature, les pièces suivantes devront figurer au dossier :

- a) les documents permettant une identification du candidat, notamment un exemplaire des statuts s'il s'agit d'une personne morale de droit privé ;
- b) une déclaration sur l'honneur du candidat, certifiant qu'il n'est pas l'objet de l'une des condamnations devenues définitives mentionnées au livre III du CASF ;
- c) une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est l'objet d'aucune des procédures mentionnées aux articles L. 313-16, L. 331-5, L. 471-3, L. 472-10, L. 474-2 ou L. 474-5 du CASF ;
- d) une copie de la dernière certification du commissaire aux comptes s'il y est tenu en vertu du code de commerce ;
- e) les éléments descriptifs de son activité dans le domaine médico-social et de la situation financière de cette activité ou de son but médico-social, tel que résultant de ses statuts lorsqu'il ne dispose par encore d'une telle activité.

6-2 – Concernant la réponse au projet, les documents suivants seront joints :

- a) tout document permettant de décrire de manière complète le projet en réponse aux besoins décrits par le cahier des charges ;
- b) un état descriptif des principales caractéristiques auxquelles le projet doit satisfaire :
 - un dossier relatif aux démarches et procédures propres à garantir la qualité de la prise en charge comprenant :
 - * un avant-projet du projet d'établissement ou de service mentionné à l'article L. 311-8 du CASF,
 - * l'énoncé des dispositions propres à garantir les droits des usagers en application des articles L. 311-3 et L. 311-8 du CASF,
 - * la méthode d'évaluation prévue pour l'application du premier alinéa de l'article L. 312-8 du CASF, ou le résultat des évaluations faites en application du même article dans le cas d'une extension ou d'une transformation,
 - * le cas échéant, les modalités de coopération envisagées en application de l'article L. 312-7 du CASF,
 - * le cas échéant, les derniers indicateurs de pilotage des CADA déjà gérés par l'opérateur dans le département de la Moselle (taux d'occupation, taux de présence induite de réfugiés et de déboutés) ;
 - un dossier relatif aux personnels comprenant une répartition prévisionnelle des effectifs par type de qualification ;
 - selon la nature de la prise en charge ou en tant que de besoin, un dossier relatif aux exigences architecturales comportant :
 - * une note sur le projet architectural décrivant avec précision l'implantation, la surface et la nature des locaux en fonction de leur finalité et du public accompagné ou accueilli ;

- un dossier financier comportant :

- * le bilan financier du projet et le plan de financement de l'opération mentionnés au 2° de l'article R. 314-4-3 du CASF,
- * les comptes annuels consolidés de l'organisme gestionnaire lorsqu'ils sont obligatoires,
- * le programme d'investissement prévisionnel précisant la nature des opérations, leurs coûts, leurs modes de financement et un planning de réalisation,
- * si le projet répond à une extension ou à une transformation d'un CADA existant, le bilan comptable de ce centre,
- * les incidences sur le budget d'exploitation du centre du plan de financement mentionné ci-dessus,
- * le budget prévisionnel en année pleine du centre pour sa première année de fonctionnement.

d) dans le cas où plusieurs personnes physiques ou morales gestionnaires s'associent pour proposer un projet, un état descriptif des modalités de coopération envisagées devra être fourni.

7 – Publication et modalités de consultation de l'avis d'appel à projets :

Le présent avis d'appel à projets est publié au RAA de la Préfecture de département ; la date de publication au RAA vaut ouverture de la période de dépôt des dossiers jusqu'à la date de clôture fixée le 15 juin 2013.

Cet avis peut être remis gratuitement dans un délai de huit jours aux candidats qui le demandent par courrier recommandé avec avis de réception.

8 – Précisions complémentaires :

Les candidats peuvent demander à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale des compléments d'information avant le 7 juin 2013 exclusivement par messagerie électronique à l'adresse suivante : DDCS54-SOLIDARITE-INSERTION@meurthe-et-moselle.gouv.fr en mentionnant, dans l'objet du courriel, la référence de l'appel à projet "Appel à projets 2013 - CADA".

La Direction départementale de la cohésion sociale pourra faire connaître à l'ensemble des candidats via son site internet (www.meurthe-et-moselle.gouv.fr) des précisions de caractère général qu'elle estime nécessaires au plus tard le 8 juin 2013.

9 – Calendrier :

Date de publication de l'avis d'appel à projets au RAA : le 17 avril 2013

Date limite de réception des projets ou de dépôt des dossiers de candidatures : le 15 juin 2013

Date prévisionnelle de la réunion de la commission de sélection d'appel à projets : semaine 27

Date prévisionnelle de notification de l'autorisation et information aux candidats non retenus : semaine 28

Date limite de la notification de l'autorisation : le 15 décembre 2013.

Nancy, le 16 avril 2013

Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

CALENDRIER PREVISIONNEL D'APPEL A PROJETS MEDICO-SOCIAUX

Compétence de la Préfecture de département

Calendrier prévisionnel 2013

de l'appel à projets relatif à la création de places de centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) relevant de la compétence de la Préfecture du département de La Meurthe-et-Moselle

Création de places de centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA)	
Capacités à créer	1 000 places au niveau national
Territoire d'implantation	Département de La Meurthe-et-Moselle
Mise en œuvre	Ouverture des places au 1 ^{er} décembre 2013
Population ciblée	Demandeurs d'asile
Calendrier prévisionnel	Avis d'appel à projets : 17 Avril 2013 Période de dépôt : jusqu'au 15 juin 2013

N.B. : 2 000 places de CADA auront déjà été créées au 1^{er} juillet 2013, portant le total de places créées entre 2013 et 2014 à 4 000.

CAHIER DES CHARGES D'APPEL À PROJETS

CAHIER DES CHARGES

Avis d'appel à projets n°2 pour la création de places en centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) dans le département de la Meurthe-et-Moselle

DESCRIPTIF DU PROJET

NATURE	Centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA)
PUBLIC	Demandeurs d'asile
TERRITOIRE	Département de la Meurthe-et-Moselle

PRÉAMBULE

Le présent document, annexé à l'avis d'appel à projets émis par la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle en vue de la création de places de centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) dans le département de la Meurthe-et-Moselle, constitue le cahier des charges auquel les dossiers de candidature devront se conformer.

Il a pour objectifs d'identifier les besoins sociaux à satisfaire, notamment en termes d'accueil et d'accompagnement des demandeurs d'asile.

Il indique les exigences que doit respecter le projet afin de répondre à ces besoins sociaux.

Il invite les candidats à proposer les modalités de réponse qu'ils estiment les plus aptes à satisfaire aux objectifs et besoins qu'il décrit, afin notamment d'assurer la qualité de l'accueil et de l'accompagnement des demandeurs d'asile.

1. LE CADRE JURIDIQUE DE L'APPEL À PROJETS

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) a rénové la procédure d'autorisation de création, extension et transformation des établissements et services sociaux et médico-sociaux en introduisant une procédure d'appel à projet ;

VU le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF), complété par la circulaire du 28 décembre 2010, précise les dispositions réglementaires applicables à cette nouvelle procédure d'autorisation des établissements et services médico-sociaux.

La Préfecture de la Meurthe-et-Moselle, compétente en vertu de l'article L. 313-3 b du CASF pour délivrer l'autorisation, ouvre un appel à projets pour la création de places de CADA dans le département de la Meurthe-et-Moselle. L'autorisation ne peut être supérieure à quinze ans ; elle peut être renouvelée une fois au vu des résultats positifs de l'évaluation. Le présent cahier des charges est établi conformément aux dispositions de l'article R. 313-3 du CASF.

2. LES BESOINS

2.1/ Le public de demandeurs d'asile

Alors que la demande d'asile avait baissé de près de 50 % entre 2004 et 2007 (passant de 50 547 **premières demandes** en 2004 à 23 804 en 2007), une hausse de la demande de plus de 60 % a été constatée de 2008 à 2011.

En 2011, c'est un **total de 57 337 demandes d'asile** qui a été présenté auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Avec plus de 61 000 demandes (premières demandes, recours et mineurs accompagnants) en 2012, **la France a connu une augmentation des flux de 7,2%** (source OFPRA). Au niveau européen toutefois, le pays ne se place plus premier mais deuxième destinataire de demandeurs d'asile en Europe, derrière l'Allemagne (64 539) et devant la Suède (43 887), le Royaume-Uni (27 410), et la Belgique (21 463) (source IGC).

2.2/ Le dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile

Conformément à la directive européenne du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres, la France a mis en place un dispositif permettant d'accueillir dignement les demandeurs de protection internationale pendant toute la durée de leur procédure d'asile.

Le dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile (DNA) comporte, en 2012, 21 410 places réparties sur 270 CADA, alors que le parc comptait 5 282 places en 2001. Cet effort considérable s'est inscrit, notamment, dans la perspective de la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, qui retenait l'objectif de 20 000 places de CADA à la fin 2007. Ce nombre a été atteint et même dépassé en 2007, puis a encore augmenté en 2010 avec l'ouverture de 1 000 nouvelles places. L'ensemble des départements métropolitains - à l'exception de ceux de la Corse - dispose ainsi de capacités d'accueil en CADA.

L'enjeu prioritaire du DNA est d'accroître la part des demandeurs d'asile pris en charge par ce dispositif spécialisé, les CADA répondant parfaitement aux besoins de ce public en offrant un accompagnement à la fois social et administratif pendant toute la durée de la procédure d'asile. Il s'agit également de désengorger le dispositif d'accueil de l'Île-de-France et d'autres régions soumises à une pression importante de la demande d'asile, et d'assurer une répartition équilibrée de l'accueil des demandeurs d'asile sur l'ensemble du territoire.

Le pilotage du dispositif des CADA constitue une priorité forte du ministère chargé de l'asile : des objectifs cibles de performance sont en effet définis, dont la réalisation fait l'objet d'un suivi régulier.

Cependant, l'augmentation des flux ces quatre dernières années fait peser une forte tension sur le dispositif national d'accueil, et ce, sur l'ensemble du territoire.

C'est pourquoi, afin de soutenir les efforts de tous les acteurs impliqués dans le pilotage et la gestion de l'hébergement des demandeurs d'asile, **le ministre de l'intérieur a décidé de créer 4 000 places de CADA supplémentaires au niveau national**

entre le 1^{er} juillet 2013 et le 2^{ème} semestre 2014.

Dans ce cadre, 2 000 places seront ouvertes au 1^{er} juillet 2013. Le présent cahier des charges concerne un avis d'appel à projets lancé dans le cadre de l'ouverture de 1 000 places supplémentaires au niveau national au 1^{er} décembre 2013.

Après une hausse de 100% en 2012, la demande d'asile ne cesse d'augmenter en Lorraine, et plus particulièrement sur les départements de la Meurthe-et-Moselle et de la Moselle. En effet, les données chiffrées du 1^{er} trimestre 2013, indiquent une nouvelle hausse avec 728 demandeurs d'asile enregistrés au 31 mars 2013 (488 en 2012).

La majorité des demandeurs d'asile sont en procédure prioritaire et donc éligibles aux CADA. Cependant, le manque de places dans ces centres implique un placement en hébergement d'urgence, dispositif complètement saturé actuellement.

La création de places de CADA permettrait, tout en participant à la solidarité nationale, de désengorger et donc de réduire les coûts de l'hébergement d'urgence.

2.3/ Description des besoins

En vue de soulager le DNA de la façon la plus efficace possible par le biais de la création, au niveau national, de 1 000 places supplémentaires, l'appel à projets a pour but de répondre à certains besoins prioritaires.

Il s'agit tout d'abord de tendre vers un **taux optimal d'équipement** sur l'ensemble du département : une attention particulière doit donc être portée aux municipalités les moins équipées.

Ensuite, une attention particulière sera portée au **caractère modulable des lieux d'hébergement**, qui doivent pouvoir être agencés de manière à accueillir aussi bien des familles que des personnes isolées, selon les besoins et les orientations qui seront prononcées par le préfet. En outre, dans la recherche d'une optimisation des capacités d'accompagnement des centres et de mutualisation de certaines des prestations et activités réalisées par le CADA, il est important qu'une taille critique soit atteinte, notamment dans le cadre de **procédures d'extension de centres existants**.

Par ailleurs, dans le cadre de la nouvelle baisse budgétaire de 2 % appliquée à la ligne de crédits dédiée aux CADA en 2013, il s'avère impératif d'identifier des pistes de **rationalisation des coûts des centres**.

Il s'agira enfin de préserver la **qualité** de prise en charge des demandeurs d'asile - selon les dispositions de la circulaire n° NOR IOCL1114301C du 19 août 2011 relative aux missions des CADA - et l'harmonisation des prestations sur l'ensemble du département sont des objectifs primordiaux.

En cela, la détection et la prise en charge adaptée des **personnes vulnérables**, et notamment présentant des pathologies lourdes, seront examinées avec attention. L'accessibilité des lieux d'hébergement, mais encore l'accent porté à une prise en charge efficace et une orientation adaptée des personnes identifiées comme vulnérables étant à rechercher.

3. OBJECTIFS ET CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

3.1/ Public concerné

Les personnes directement concernées par les projets qui seront présentés sont les demandeurs d'asile admis au séjour en France.

3.2/ Missions et prestations à mettre en œuvre

Conformément aux dispositions de la circulaire n° NOR IOCL1114301C du 19 août 2011 relative aux missions des CADA et aux modalités de pilotage du dispositif national d'accueil (DNA), les missions des CADA sont les suivantes :

- L'accueil et l'hébergement ;
- L'accompagnement administratif, social et médical ;
- La scolarisation des enfants et l'organisation d'activités socioculturelles au profit des résidents ;
- La gestion de la sortie du centre.

Selon les dispositions de la circulaire du 19 août 2011, les CADA délivrent les prestations suivantes :

- Assurer un hébergement décent des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur demande d'asile devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et, le cas échéant, devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) ;
- Mettre en œuvre les moyens adaptés d'accompagnement administratif du demandeur d'asile dans sa procédure de demande d'asile devant l'OFPRA, et le cas échéant devant la CNDA ;
- Organiser des conditions satisfaisantes de prise en charge sociale (accès aux droits sociaux) du demandeur d'asile et de sa famille pendant cette période de procédure ;

- Préparer et organiser la sortie des personnes hébergées dont la demande a fait l'objet d'une décision définitive ;
- Informer le demandeur d'asile sur les dispositifs et modalités d'aide au retour volontaire dans son pays d'origine.

3.3/ Partenariats et coopération

Les actions menées par le CADA s'inscrivent dans un travail en réseau avec des acteurs, associatifs et institutionnels, locaux et nationaux. Ces réseaux appuient le CADA dans ses missions d'accueil et d'accompagnement des demandeurs d'asile pendant la durée de leur prise en charge (ex : réseaux de promotion et de prévention de la santé psychologique des migrants, d'échange de savoirs, etc.) et de préparation de la sortie, notamment des personnes reconnues réfugiées ou bénéficiant de la protection subsidiaire (service public de l'emploi, plate-forme CAI, services intégrés de l'accueil et de l'orientation, plan départemental d'insertion, etc.).

Dans le cadre des procédures de suivi et d'évaluation menées par les services compétents de l'État, les opérateurs répondront aux demandes de renseignements relatives aux données des centres qu'ils gèrent.

3.4/ Délai de mise en œuvre

Les places autorisées devront être ouvertes au plus tard le 1^{er} décembre 2013.

3.5/ Durée de l'autorisation du service

En application de l'article L. 313-7 du CASF, le service sera autorisé pour une durée déterminée. Le présent cahier des charges prévoit que cette autorisation sera donnée pour **une durée de quinze ans**. A l'issue de ces **quinze ans**, et en application du texte susvisé, l'autorisation sera renouvelable au vu des résultats positifs d'une évaluation.

4. PERSONNELS ET ASPECTS FINANCIERS

4.1/ Moyens en personnels

Pour permettre la mise en œuvre de ses missions, l'établissement disposera de l'effectif en personnels défini selon les modalités précisées par la circulaire n° NOR IOCL1114301C du 19 août 2011, soit un taux d'encadrement compris entre 1 ETP pour 10 personnes et 1 ETP pour 15 personnes, à déterminer conjointement par le préfet et le gestionnaire, en tenant compte notamment de la structure du CADA et du profil des publics accueillis. L'effectif de chaque centre devra comprendre au moins 50 % d'intervenants socio-éducatifs. L'équipe doit présenter les qualifications professionnelles requises (animateur socioculturel, conseiller en économie sociale et familiale, éducateur spécialisé, moniteur éducateur, etc.) et avoir reçu une formation relative à la procédure d'asile.

4.2/ Cadrage budgétaire

Le service sera financé sous forme de dotation globale annuelle de financement (DGF) qui sera versée sur présentation d'un budget prévisionnel par le gestionnaire et à l'issue d'une procédure contradictoire en application des articles R. 314-14 à 314-27 du CASF.

La procédure de tarification des CADA prendra en considération les simulations budgétaires élaborées à partir d'un outil qui intègre les coûts de référence par activité fixés à l'issue d'une étude nationale annuelle sur les coûts par activité des CADA.

Ces simulations feront l'objet d'échange avec l'opérateur dans le cadre d'une procédure contradictoire qui implique un dialogue de gestion.

4.3/ Évaluation

Le projet devra présenter une démarche d'évaluation interne et externe, conformément aux dispositions des articles L. 312-8 et D. 312-203 et suivants et du CASF.

L'évaluation devra porter sur la mise en œuvre du projet, sur la plus value du projet pour les usagers par rapport à la situation préexistante et sur la complémentarité du service avec les autres services existants.

